



PERSPECTIVES
Le va-tout
de Jean Charest
Page B 1



CULTURE
Pierre Lapointe,
momentanément seul
Page E 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CII N° 24

LES SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 FÉVRIER 2011

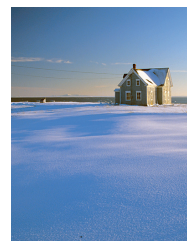
2,63 \$ + TAXES = 2,99 \$

Les régions redeviennent attrayantes

Pour la première fois en dix ans, la Gaspésie affiche un solde migratoire positif

FABIEN DEGLISE

Le détail statistique ne passe pas inaperçu. Pour la première fois en 10 ans, au jeu des mouvements migratoires entre les régions du Québec, la Gaspésie a conservé en 2009-2010 plus d'habitants qu'elle n'en a perdu, indiquent les plus récentes données démographiques dévoilées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Un phénomène qui confirme un certain renouveau des régions, croit l'organisme Solidarité rurale du Québec, et qui pourrait bien s'étendre à d'autres coins éloignés de la province.



« Nous sommes devant un mouvement de fond qui va aller en s'accroissant à l'avenir »

« Cette inversion de tendance est un bon signal, a indiqué hier au *Devoir* Claire Bolduc, présidente de ce groupe de défense de la ruralité et des régions. Ce n'est plus vrai que les régions se vident de leur sang neuf. Nous sommes même devant un mouvement de fond qui va aller en s'accroissant à l'avenir. »

La chose commence à se quantifier. Après des années dans le rouge, le solde migratoire de la Gaspésie passe en effet, pour la première fois en une décennie, dans le positif, indiquent les spécialistes du chiffre. Avec un taux de 0,15 %, cette région, qui administrativement comprend également les Îles-de-la-Madeleine, finit l'année 2009-2010 avec 146 personnes de plus sur son territoire. Ce solde a été alimenté en partie par des Québécois

VOIR PAGE A 10: RÉGIONS

■ Notre nouvelle série mensuelle, « Les Grands Débats », commence aujourd'hui avec un regard sur l'occupation de notre territoire, en page B 6



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

OPÉRATION MARTEAU

Cinq des accusés ont versé ensemble, depuis 12 ans, 62 000 \$ au PLQ et au PQ

■ Nos informations, page A 3
■ L'éditorial de Josée Boileau, page B 4

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 9	Monde.....	C 7
Avis publics.....	C 6	Mots croisés.....	D 5
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 8
Carrières.....	C 5	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 1	Culture.....	C 9
Économie.....	C 9	Sports.....	C 8
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	D 5



PATRICK BAZ AGENCE FRANCE-PRESSE

Un manifestant anti-Moubarak dans les rues du Caire, où plusieurs centaines de milliers de personnes se sont massées hier dans le calme.

Washington dépassé par le peuple égyptien

Les appels au départ de Moubarak se multiplient... depuis que l'opposition paraît sur le point de gagner

CLAUDE LÉVESQUE

Sans aller jusqu'à réclamer explicitement la démission d'Hosni Moubarak, le président américain a enjoint hier à son homologue égyptien d'écouter les appels de ses nombreux concitoyens qui, justement, exigent son départ depuis bientôt deux semaines.

M. Moubarak doit «prendre une décision permettant de progresser d'une façon ordonnée, significative et sérieuse», a ajouté Barack Obama, à Wa-

shington, lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec le premier ministre canadien, Stephen Harper.

M. Obama a en outre indiqué qu'il avait parlé à son homologue égyptien à deux reprises depuis le début de la crise, l'avertissant qu'«un retour aux anciennes méthodes n'allait pas fonctionner».

Les appels à une transition rapide vers la démocratie en Égypte se multiplient à travers le monde. Depuis que l'opposition paraît sur

VOIR PAGE A 10: ÉGYPTÉ



SAUL LOEB AGENCE FRANCE-PRESSE

De passage à Ottawa hier, Barack Obama a enjoint à Hosni Moubarak d'écouter les appels de ses concitoyens qui réclament son départ.

■ Le raïs s'accroche malgré le «jour du départ», page A 6

■ Des pays ébranlés aux profils variés, page A 6

■ Abdou Diouf mise sur un retour à la stabilité, page A 7

■ La chronique de Gil Courtemanche, page B 2

■ L'éditorial de Serge Truffaut, page B 4

Un Super Bowl chargé d'histoire

Le dernier match de la Ligue nationale de football avant longtemps?



JEAN DION

Si la Ligue nationale de football (NFL) avait voulu faire la démonstration de ses racines et de ses traditions, elle n'aurait pu choisir meilleure affiche que celle qu'elle proposera demain soir dans le cadre du Super Bowl XLV. En fait de charge historique, on ne pourrait guère imaginer plus emblématique qu'un choc au sommet entre les Packers de Green Bay et les Steelers de Pittsburgh.

Les Packers ont vu le jour en 1919, avant même la fondation de la NFL, qui ne surviendra que l'année suivante. L'idée venait notamment d'Earl «Curly» Lambeau, qui allait demeurer le patron de l'équipe pendant trois décennies et en l'honneur duquel le stade de Green Bay est nommé. À l'époque, Lambeau travaillait pour l'Indian Packing Company, une entreprise de distribution de viande en conserve, qui lui avait donné 500 \$ pour acheter des uniformes et lui prêtait un terrain, en échange de quoi le club devait porter un nom associé à l'entreprise. Les Packers ont jadis connu des ennuis financiers, mais ils sont aujourd'hui la seule formation à but non lucratif dans tout le sport professionnel en Amérique du Nord, propriété de ses partisans-actionnaires qui ne perçoivent jamais de dividendes.



BRIAN SNYDER REUTERS

Le Cowboys Stadium d'Arlington, où sera disputé demain le Super Bowl XLV, a été inauguré en 2009. Coût de la construction: 1,3 milliard. Un toit rétractable (duquel est tombée de la glace hier, blessant six personnes) et le plus gigantesque tableau indicateur de l'univers connu.

Les Steelers, eux, sont nés en 1933 à l'initiative de l'homme d'affaires Art «The Chief» Rooney (ils s'appelèrent d'abord «Pirates» puis changèrent d'appellation en 1940 en guise de reconnaissance de l'importance de l'industrie de l'acier pour la ville de Pittsburgh). Rooney a par la suite

passé les commandes à son fils aîné Dan, qui a fait de même il y a quelques années au bénéfice de son propre fils aîné Art II. Quelques dissensions sont survenues récemment au sein de la

VOIR PAGE A 10: SUPER BOWL

ACTUALITÉS

Montant compensatoire fédéral en éducation

Le chèque d'Ottawa remis à Québec sème la discorde et l'inquiétude

Les étudiants déplorent que les 275 millions ne servent pas à bonifier l'aide financière

LISA-MARIE GERVAIS

Même s'il est somme toute bien accueilli, le chèque de 275 millions versé par le gouvernement fédéral à son homologue québécois a jeté de l'huile sur le feu, car les étudiants craignent qu'il ne soit pas entièrement consacré à l'aide financière.

Attendu depuis longtemps, ce montant, qui a finalement

«Le chèque qu'on a reçu est une compensation pour l'année 2009-2010 et ces sommes ont déjà été déboursées», a précisé Line Beauchamp

été bonifié de 150 millions de dollars par rapport à l'année scolaire précédente, est en fait une compensation que verse Ottawa pour le retrait de Québec, depuis 1964, du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) pour avoir plus d'autonomie dans son administration. Québec a tout le loisir de l'investir où bon lui semble.

Or les étudiants se sentent floués, car ils disent avoir de bonnes raisons de croire que les 275 millions octroyés ne serviront pas à bonifier son propre programme de prêts et bourses. «Certains discussions qu'on a eues avec le cabinet [de la ministre de l'Éducation] vont dans le sens d'une absence de bonification de l'aide financière aux études», a dit Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération

étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Avec le spectre d'une augmentation des droits de scolarité qui se profile à l'horizon, cela ne fait qu'attiser encore plus la colère des étudiants. «Le ministère de l'Éducation ajoute entourloupettes par-dessus entourloupettes pour ne pas bonifier le programme. Mais il y a plus d'argent disponible à investir en aide financière», a-t-il indiqué, ajoutant que l'ex-ministre de l'Éducation et celui des Finances s'étaient



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Line Beauchamp

pourtant engagés à y consacrer plus d'argent.

Un système généreux

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a multiplié les entrevues téléphoniques hier pour éviter tout malentendu. «Le chèque qu'on a reçu est une compensation pour l'année 2009-2010 et ces sommes ont déjà été déboursées», a-t-elle précisé. On a même déjà déboursé le double de ce qu'on reçoit du gouvernement fédéral, soit 534 millions». Or, allèguent les étudiants, lorsqu'on appose le montant de 275 mil-

lions du fédéral à côté de cette dépense, l'effort du gouvernement du Québec n'est que de 159 millions.

La ministre Beauchamp a pourtant assuré que le Québec avait le plus généreux système d'aide financière aux études et que la grosseur du montant du chèque du gouvernement fédéral n'avait pas nécessairement d'influence sur le Programme québécois des prêts et bourses. «On n'est pas à la remorque de ce que décide le fédéral, que [son chèque] soit à la hausse ou à la baisse, ça ne veut pas dire que les étudiants recevraient moins», a-t-elle insisté.

Bernard Drainville, député et porte-parole de l'opposition en matière d'affaires intergouvernementales, a rappelé que le Québec devrait obtenir 800 millions de plus chaque année pour «ramener les transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire au niveau de ce qu'ils étaient avant les compressions sauvages du gouvernement Chrétien au début des années 90».

Le Devoir

Harper et Obama sont d'accord pour renforcer la sécurité à la frontière

Washington — Le Canada et les États-Unis se sont entendus pour renforcer la sécurité à la frontière des deux pays, tout en facilitant la circulation des biens et des personnes de part et d'autre de cette frontière.

Sans surprise, le premier ministre Stephen Harper et le président Barack Obama en ont fait l'annonce à la sortie d'une rencontre bilatérale tenue hier à la Maison-Blanche, à Washington.

Les chefs d'État ont tous deux souligné, en point de presse, que la relation entre les deux pays allait au-delà de l'amitié ou du simple voisinage.

Les États-Unis sont le plus important partenaire commercial du Canada, a rappelé M. Harper.

Cette entente pour créer un «périmètre nord-américain» associant les deux États prévoit l'utilisation de nouvelles technologies pour filtrer les entrées et sorties à la frontière, ainsi que le partage d'informations entre les forces de l'ordre — une mesure fortement dénoncée par ceux qui s'inquiètent d'un partage d'informations privées entre les deux pays.

Le président Obama a fait valoir que, puisque les échanges commerciaux entre les deux pays s'élèvent à un milliard de dollars par jour, «une gestion plus intelligente des frontières est cruciale pour notre compétitivité, pour la création d'emplois».

Un discours partagé par le premier ministre Harper, qui a affirmé que, en «simplifiant les règles, on réduit les coûts tant pour les entreprises que les consommateurs et on crée des emplois».

Les chefs d'État ont demandé à leurs équipes de mettre sur pied un plan d'action afin d'agir rapidement dans ce dossier, a annoncé Barack Obama.

La Presse canadienne a appris que la rencontre d'hier avait été reportée à deux reprises parce qu'Ottawa considérait que les autorités américaines exigeaient trop d'informations sur leurs ressortissants.

Obama rassurant

Barack Obama a affirmé qu'il n'avait aucun doute quant à la volonté de son homologue canadien de protéger la souveraineté du Canada.

Il serait illusoire de croire qu'Ottawa et Washington peuvent s'entendre parfaitement sur chaque aspect du dossier de la sécurité frontalière, a-t-il ajouté. «Mais nous nous entendons probablement mieux que n'importe quels autres pays dans le monde», a indiqué le président américain.

L'opposition s'est fortement inquiétée d'une entente sur un périmètre de sécurité avec les États-Unis, car elle estime que celle-ci pourrait obliger le Canada à échanger des renseignements et à harmoniser plusieurs réglementations avec les États-Unis.

M. Harper a rejeté ces préoccupations, en arguant que la question était de s'assurer que le pays agisse de façon souveraine pour protéger les intérêts du Canada, ce que prévoit cette entente, a-t-il défendu.

La Presse canadienne

Le patron de la GRC tire sa révérence

Ottawa — Ottawa a annoncé hier que le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, William Elliott, quittera son poste en juillet prochain.

Il est à la tête du service policier fédéral depuis 2007. Premier civil à occuper ce poste dans l'histoire de l'organisation, il a vu son mandat assombri par de nombreuses crises et dissensions internes.

En 2010, plusieurs cadres de la GRC avaient logé des plaintes auprès du gouvernement fédéral, affirmant notamment que William Elliott était un gestionnaire colérique qui intimidait ses employés.

La frustration régnait aussi par rapport à la lenteur avec laquelle les réformes de l'organisation, promises par le commissaire, étaient mises en œuvre. Une évaluation du milieu de travail l'a révélé, peu après la vague de plaintes.

William Elliott avait entrepris un renouvellement de l'état-major de la GRC pour tenter de motiver l'organisation et, selon plusieurs observateurs, pour s'entourer d'alliés.

Les policiers fédéraux ont aussi traversé d'autres épreuves dans les dernières années, allant des meurtres de quatre agents dans la tuerie de Mayerthorpe, en Alberta, à la mort de Robert Dziekanski, survenue à l'aéroport de Vancouver après l'utilisation de pistolets électriques Taser.

Le premier ministre Stephen Harper a remercié William Elliott pour son dévouement et a promis un processus de sélection inclusif pour lui trouver un remplaçant. M. Harper a notamment indiqué qu'il consulterait le comité de la sécurité publique des Communes avant de prendre une décision.

La Presse canadienne

SIMON EST EN TRAIN D'ÉPARGNER...

L'ESPRIT TRANQUILLE

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

VOTRE REER GARANTI À 100%

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

BONI DE 1%

la première année pour les nouveaux fonds REER, FERR, CRI et FRV

Ouvert du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de février, de 10 h à 16 h.

Épargne Placements Québec

ACTUALITÉS

Marteau: des accusés généreux

Cinq d'entre eux ont versé 62 000 \$ au total depuis 12 ans au PQ et au PLQ

KATHLEEN LÉVESQUE

Cinq des sept personnes arrêtées par l'opération Marteau, jeudi, et accusées d'avoir trempé dans un système de corruption pour l'octroi de contrats à la Ville de Boisbriand sont des contributeurs assidus aux caisses électorales tant libérale que péquiste. Ensemble, elles ont versé, depuis douze ans, pas moins de 62 000 \$ aux deux plus gros partis politiques.

La vice-présidente principale chez Roche, France Michaud, qui fait face à 13 chefs d'accusation, notamment de fraude envers Boisbriand et le gouvernement du Québec, a vraisemblablement des convictions politiques très fermes. Elle a donné, entre 1998 et 2009, plus de 25 000 \$ au Parti québécois (13 380 \$) et au Parti libéral du Québec (11 800 \$).

Mme Michaud est responsable du développement des

affaires nationales dans le dossier spécifique des infrastructures pour la firme d'ingénierie Roche. Il s'agit d'une fonction stratégique pour laquelle le carnet de téléphone est fondamental. Selon le registraire au lobbying, ce travail, qui nécessite des contacts fréquents avec les décideurs publics, s'apparente à du lobbying. Roche et les autres firmes de génie-conseil sont en désaccord avec cette analyse.

Le conjoint de Mme Michaud, qui est ingénieur chez Roche, Marc Morais, fait également des contributions régulières aux partis politiques. Depuis 1998, il a donné 8200 \$ au PQ et 6500 \$ au PLQ.

Toujours chez Roche, l'ingénieur Gaétan Morin est accusé d'avoir influencé ou tenté d'influencer les membres du conseil municipal de Boisbriand pour qu'ils votent en faveur d'une ré-

solution. Il aurait également fraudé la municipalité.

M. Morin a versé 2000 \$ à la caisse péquiste en 2003, année électorale. En 2006, il a plutôt choisi de donner la même somme aux libéraux cette fois. Sa conjointe a versé 1000 \$ au PQ en 2003.

Un autre accusé dans le dossier de Boisbriand, l'ancien conseiller municipal Claude Brière, a donné 7200 \$ au PQ depuis 1998. Sa conjointe a fait des dons au PQ totalisant 2050 \$ depuis 2003.

Au cours des deux dernières années, le PLQ a reçu un soutien de 2000 \$ de la part de M. Brière. Ce dernier est un employé de la firme de génie-conseil BPR-Triax. En plus de ses fonctions professionnelles, il a occupé, entre 2005 et 2009, un siège au Comité d'urbanisme et de toponymie de Boisbriand, qui joue un rôle important dans le choix

des projets de développement dans la municipalité.

Quant à l'entrepreneur Lino Zambito et à son père, Giuseppe Zambito, dont la compagnie Infrabec aurait profité d'un système organisé à Boisbriand, ils appuient principalement le PLQ. Depuis douze ans, Lino a versé plus de 19 000 \$ aux libéraux et près de 3000 \$ aux péquistes. Sa conjointe a également donné 2000 \$ au PQ et près de 10 000 \$ au parti de Jean Charest.

Giuseppe Zambito a aidé financièrement les libéraux à hauteur de 8500 \$, alors qu'il n'a donné que 500 \$ aux péquistes. Sa conjointe a versé 5500 \$ au PLQ.

Toutes ces contributions, dont le détail est compilé par le Directeur général des élections, respectent la loi électorale.

Le Devoir

Les conservateurs confient un poste-clé du CRTC à un allié

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — C'est à un proche du sénateur Léo Housakos et à une connaissance de Dimitri Soudas — le directeur des communications de Stephen Harper — que le gouvernement conservateur a confié hier la vice-présidence du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC): l'ancien président de l'Action démocratique du Québec, l'avocat Tom Pentefountas, remplacera à ce poste Michel Arpin.

C'est en mentionnant son nom officiel — Athanasios Pentefountas, jamais utilisé dans le domaine public — et sans faire aucune référence à ses activités politiques passées que le communiqué du gouvernement a officialisé hier après-midi un rumeur qui courait depuis un certain temps.

Le 9 décembre, le député néo-démocrate Charlie Angus demandait ainsi au gouvernement s'il «irait jusqu'à s'ingérer dans les affaires du CRTC en choisissant des copains du bureau du premier ministre». M. Angus dénonçait alors la candidature de M. Pentefountas, jugé «sans la moindre expérience et ne possédant pas les qualités requises».

«Il n'est pas suffisant d'être un ami politique du solliciteur de fonds conservateur Leo Housakos et du valet du premier ministre Dimitri Soudas pour prétendre à un poste au sein d'un organe quasi judiciaire chargé de superviser des décisions mettant en cause des millions de dollars», avait lancé M. Angus.

Le ministre du Patrimoine, James Moore, avait alors répliqué que c'étaient là des rumeurs. Il prévoyait que M. Angus «conviendra [quand la nomination officielle serait faite] que

nous avons fait le bon choix».

Au bureau du ministre Moore, on rejetait hier tout soupçon de nomination partisane. «M. Pentefountas est passé à travers le processus de sélection des fonctionnaires de Patrimoine canadien et du Conseil privé et il est sorti comme le meilleur candidat», a indiqué le directeur des communications de M. Moore, Jean-Luc Benoît.

Si le nom usuel de M. Pentefountas n'a pas été inscrit dans le dossier, c'est que le gouvernement se doit d'utiliser le nom

officiel des personnes nommées, a ajouté M. Benoît. L'absence de référence à son passé d'adéquiste s'expliquerait quant à elle par le fait que «ce n'est pas un grand secret».

Très engagé au sein de la communauté hellénique, M. Pentefountas a été défait à deux reprises aux élections provinciales sous les couleurs de l'ADQ. Il a été président du parti de septembre 2007 à décembre 2008, ayant quitté après la débâcle électorale qui a mené au départ de Mario Dumont. Criminologiste, il est associé du cabinet Silver Sandiford à Montréal. Tom Pentefountas n'a pas retourné notre appel hier.

Cette course à la vice-présidence du CRTC a fait couler beaucoup d'encre l'automne dernier. Entre autres, une rumeur évoquée par Michel Arpin faisait état de la volonté du gouvernement d'offrir le poste à Luc Lavoie, le bras droit de Pierre Karl Péleadeau.

Le CRTC était alors en pleine étude d'une demande de licence déposée par Quebecor pour la nouvelle chaîne SunTV, dont la mise sur pied a été confiée à l'ancien directeur des communications de Stephen Harper, Kory Teneycke.

Le Devoir

Le Plan Nord se précise, dit Jean Charest

Le premier ministre prononcera un discours inaugural d'ici la fin de février

ALEXANDRE SHIELDS

Bien conscient qu'il a toute une pente à remonter en matière de crédibilité, le premier ministre Jean Charest a voulu démontrer hier que son gouvernement a toujours à cœur de mener des projets ambitieux. Il a donc décidé de faire le point sur l'avancement des discussions en cours au sujet du Plan Nord, en plus de confirmer qu'il prononcera un discours inaugural «à forte saveur économique» d'ici la fin du mois.

Même si peu d'éléments concrets du Plan Nord ont été dévoilés hier, le premier ministre s'est défendu de ne rien annoncer de neuf, soulignant que le travail en cours vise surtout à s'assurer de la participation des 63 communautés et des quatre nations autochtones qui se retrouvent sur le territoire visé par le Plan Nord, une zone qui comprend pas moins de 72 % de la superficie de la province. Différents groupes de travail sont actuellement à pied d'œuvre, mais aucun échéancier de réalisation n'a été présenté en conférence de presse.

Le gouvernement libéral, critiqué pour sa gestion du dossier écologique — notamment en raison du dossier du gaz de schiste — a aussi opté pour la carte «verte». M. Charest a en effet confirmé qu'un total de 50 % du territoire du Plan Nord sera exempté de tout développement industriel. En fait, a-t-il fait valoir «le Plan Nord est fondé sur le développement durable».

La ministre responsable de l'élaboration de ce plan, Nathalie Normandeau, y voit ni plus ni moins qu'une «clé de l'avenir économique du Québec». Selon elle, toute la démarche s'inscrit



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le Plan Nord est fondé sur le développement durable, a déclaré hier Jean Charest.

dans une volonté de «penser le développement avant de l'entreprendre», l'unique «façon de faire au XXI^e siècle».

Discours inaugural

Flanqué de plusieurs de ses ministres, Jean Charest a par ailleurs confirmé qu'il prononcera un discours inaugural d'ici la fin du mois. Celui-ci sera à «forte saveur économique», a-t-il insisté, et il devrait donner le ton à la deuxième moitié du mandat des libéraux. Ce sera notamment l'occasion de discuter des «grands projets» qui devraient être mis de l'avant au cours des prochaines années, dont le Plan Nord.

Rappelant que le Québec s'est bien tiré d'affaire malgré l'ampleur de la crise qui a secoué le globe, il a également souligné que son discours servirait à «faire le point» maintenant que la cri-

se est derrière nous, mais que la reprise demeure «fragile».

Questionnée de nouveau sur l'opportunité de décréter un moratoire sur l'exploration gazière, à l'instar de ce que vient de faire la France, la ministre Normandeau a encore une fois fermé la porte à une telle option. Elle a toutefois dit être à recherche d'une «voie de passage» pour «rassurer» les Québécois.

Elle a aussi affirmé que le projet de loi qui servira à encadrer l'industrie gazière et pétrolière sera déposé «quelque part en juin». La ministre des Ressources naturelles a en outre promis de «bonifier» le régime de re-

devances. Le gouvernement a d'ailleurs dépêché des experts pour aller étudier ce qui se fait du côté de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Fait à noter, plusieurs acteurs de l'industrie sont en désaccord avec une telle idée.

Quant à la possibilité d'exempter les «territoires urbanisés» de toute exploration, comme le rapportait hier *Le Devoir*, le ministre Serge Simard n'a pas précisé davantage ce que cela inclurait. Impossible aussi de savoir, pour le moment, si des entreprises pourraient exiger une compensation pour la perte de leurs permis.

Le Devoir

EN BREF

Rançon payée pour Fowler et Guay?

Ottawa — Une note diplomatique du département d'État des États-Unis publiée par le site WikiLeaks laisse entendre qu'une rançon a été payée afin de relâcher deux diplomates canadiens qui avaient été pris en otage au Niger il y a deux ans. Le document, daté du mois de mai 2009, révèle qu'un responsable libyen a indiqué à un ambassadeur américain

à Tripoli que les deux diplomates avaient été relâchés «en retour du paiement d'une rançon». Le câble diplomatique a été écrit quelques semaines seulement après la libération de Robert Fowler et Louis Guay, enlevés par une cellule d'al-Qaïda dans le nord de l'Afrique en 2008. Il n'indique pas qui a payé la rançon et n'en mentionne pas le montant. Le gouvernement fédéral continue d'affirmer qu'il n'a pas déboursé d'argent pour la libération des deux hommes. — *La Presse canadienne*

MONSIEUR FIXE

Depuis 1953

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

Nous restaurons les mécanismes, les cadrans émaillés et les boîtiers d'horloge de qualité.

514 484-8332

www.themrfixit.com 4652, boul. Décarie, Montréal

Sophie DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES

25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630

VIEUX-MONTRÉAL

Congédié?

Voyez

François Gendron

AVOCAT

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Papeterie Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire L'AGENDA MODERNE, agenda MIGNON, Exacompta, Quo Vadis etc.

Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :

du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00

les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Couette gourmande

Vivez l'Expérience Port-Royal dans une Suite De Luxe

À PARTIR DE

129\$ + **LE 48 PAUL SAINT-GUISINE MONDE**

pour deux personnes incluant le stationnement

VIEUX-QUÉBEC

LE PORT-ROYAL

hôtel & suites 1.866.417.2777

www.leportroyal.com

ACTUALITÉS

Clément Gignac en Inde

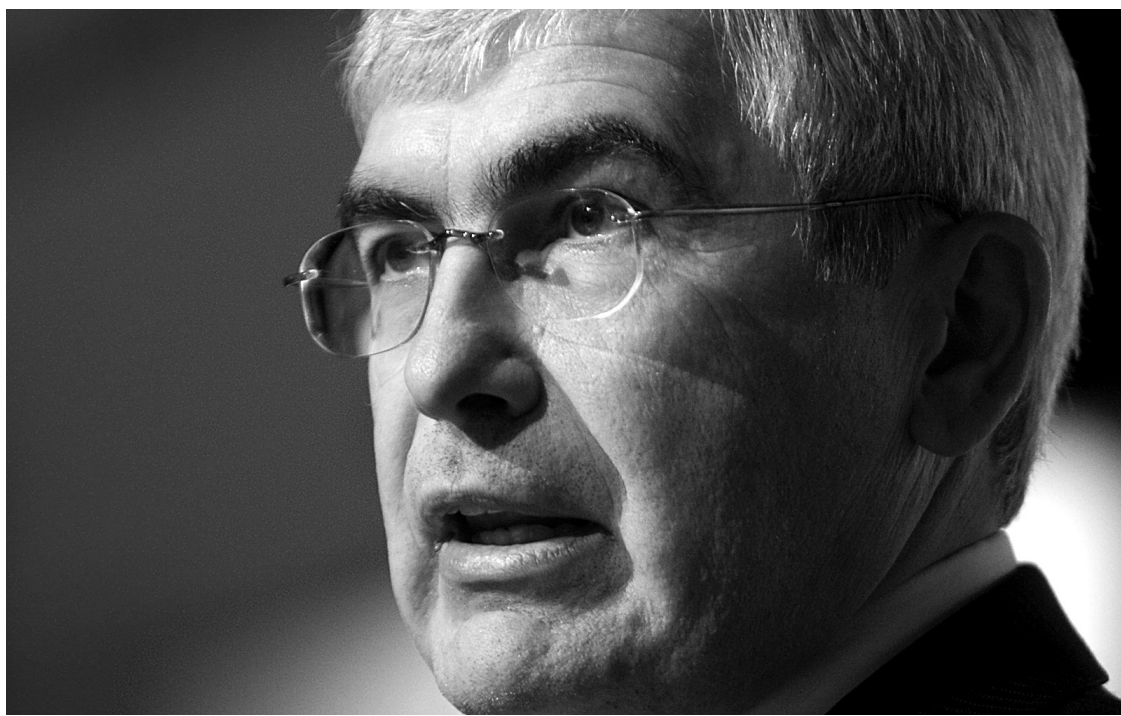
Amiante: Québec cherche une façon d'aller de l'avant

GUY TAILLEFER

New Delhi — Estimant toujours qu'il y a moyen d'utiliser l'amiante de manière à ne faire courir aucun risque à la santé des travailleurs, le ministre du Développement économique, Clément Gignac, qui clôturait hier une mission économique d'une semaine qui l'a mené à Mumbai et Delhi, dit qu'il n'approuvera pas le projet d'expansion de la mine Jeffrey, à Asbestos, avant d'avoir acquis la conviction qu'on en ferait une utilisation sûre en Inde.

Il a affirmé en entrevue avoir soulevé la question, jeudi, avec le ministre indien des Mines et lui avoir proposé de fournir à l'Inde l'expertise de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (CSST) en la matière. «Le ministre a pris bonne note.» Il a indiqué que des responsables de la CSST accompagnant la mission avaient rencontré cette semaine leurs vis-à-vis du ministère indien du Travail. «Il est évident qu'avant d'aller de l'avant avec le projet qui nous est soumis, je trouve très important d'obtenir davantage d'information pour qu'on puisse se faire une tête sur ce qui se passe ici en rapport avec l'utilisation de l'amiante.»

Poser des questions? Des membres de l'entourage de M. Gignac, dont son sous-mi-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Il est évident qu'avant d'aller de l'avant avec le projet qui nous est soumis, je trouve très important d'obtenir davantage d'information pour qu'on puisse se faire une tête sur ce qui se passe ici en rapport avec l'utilisation de l'amiante», a déclaré hier le ministre Gignac.

ministre, ont rencontré hier matin des représentants d'une des principales ONG anti-amiante, Occupational and Environmental Health Network of India (OEHNI). «Ils ont comparé l'amiante à la cigarette et réaffirmé qu'à leur avis le minéral pouvait être utilisé de façon sûre, a résumé Mohit Gupta, responsable d'OEHNI. Je dirais qu'ils cherchent une façon polie d'aller de l'avant.»

En tout cas, M. Gignac semblait hier se montrer un peu moins catégoriquement favorable que ne l'est le premier ministre Jean Charest à l'importation d'amiante québécois en Inde. L'Organisation mondiale de la santé évalue à plus de 100 000 par année le nombre de morts que font les maladies liées à la poussière d'amiante (asbestose, cancer du poumon et mésothéliome) dans le monde. Ils se-

raient 8000 par année à en mourir dans le sous-continent. Les directeurs de la santé publique des 17 régions du Québec, ajoutant leur voix à celles d'une longue liste d'experts médicaux totalement en désaccord avec l'idée que le minéral cancérigène puisse être manipulé de façon parfaitement sûre, ont récemment écrit une lettre à M. Gignac pour l'exhorter à refuser de soutenir financièrement la relance de la

mine Jeffrey — dont les entreprises indiennes d'amiante-ciment sont les principaux clients. Un projet de 80 millions de dollars qui garantirait 450 emplois à temps plein pour les 20 prochaines années. «Je sais bien que le respect des normes de santé au travail n'est pas en Inde ce qu'il est au Québec», a dit le ministre.

Mission de suivi

La mission économique de M. Gignac, qui était accompagné d'une cinquantaine de gens d'affaires, en était une de suivi par rapport à celle que M. Charest a effectuée il y a un an en Inde. Le gouvernement québécois comme le gouvernement fédéral mettent les bouchées doubles depuis quelques années pour tenter d'améliorer leurs échanges commerciaux anémiques avec l'Inde. Québec concentre ses efforts sur les secteurs de l'éducation, de l'énergie et des technologies de l'information. M. Gignac a eu plusieurs rencontres ministérielles à Delhi et à Mumbai. Faisait partie de la délégation l'un des responsables de la société Balcorp, l'entreprise qui tente de faire l'acquisition de Mine Jeffrey (MJ). «Balcorp est active dans d'autres domaines, comme ceux des médicaments et de l'alimentation», a indiqué Harshal Owalekar, affirmant que la question de MJ n'avait absolument pas fait partie cette semaine de son emploi du temps.

Le Devoir

EN BREF



SERGIO PEREZ REUTERS

Vers une conversion totale aux énergies renouvelables

La façon dont le monde produit et utilise actuellement l'énergie étant tout simplement insoutenable, le Fonds mondial pour la nature (WWF) propose, dans un nouveau rapport, d'opérer une conversion totale vers les énergies renouvelables d'ici 2050. Il faudrait pour cela investir massivement, mais à terme les économies seraient énormes. «Nous pourrions économiser environ 4000 milliards d'euros par an d'ici 2050 grâce à une plus grande efficacité énergétique et une réduction des coûts des carburants», avance le document. Et pour parvenir à réduire la consommation énergétique, le rapport énumère une série de mesures dans les domaines du logement, des voyages et des habitudes alimentaires, notamment. Le WWF préconise ainsi de diviser par deux la consommation de viande dans les pays riches, afin de réduire les émissions de méthane générées par les élevages de bétail, tout en augmentant d'un quart la consommation de produits carnés dans les pays pauvres. Environ 80 % de l'énergie utilisée dans le monde aujourd'hui est produite à partir de combustibles fossiles. — Le Devoir

Appel de candidatures

Forum de consultation du Commissaire à la santé et au bien-être

Le Commissaire à la santé et au bien-être est à la recherche de citoyennes et citoyens intéressés à débattre des enjeux qui touchent notre système de santé et de services sociaux pour constituer son deuxième Forum de consultation.

Il s'agit d'une occasion unique de faire partie d'une instance délibérative originale, formée de 18 citoyennes et citoyens venant de chacune des régions du Québec et de 9 experts dans des domaines liés à la santé et au bien-être. Les membres du Forum de consultation seront nommés par le Commissaire en mai 2011 pour un mandat de trois ans.

Réception des candidatures

- Pour soumettre votre candidature à titre de membre citoyen venant d'une région, veuillez remplir le formulaire d'inscription au www.forumdeconsultation.gouv.qc.ca ou communiquer avec LCOM Communication au numéro sans frais 1 877 393-3178, du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h. Vous avez jusqu'au 18 février 2011, à minuit, pour vous inscrire en ligne ou transmettre par la poste votre formulaire d'inscription ainsi que votre curriculum vitae à l'adresse suivante: LCOM Communication, 180, boul. René-Lévesque Est, bureau 107, Montréal (Québec), H2X 1N6.
- Pour soumettre votre candidature à titre de membre expert, veuillez signifier votre intérêt auprès de l'organisme ou du département universitaire auquel vous êtes affilié parmi ceux mentionnés ci-après.

Procédure de sélection

La procédure de sélection a été déterminée par le Règlement sur la procédure de sélection des personnes aptes à composer le Forum de consultation, édité en vertu de l'article 29 de la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être. Selon le Règlement, le Commissaire doit constituer une liste de citoyens, pour chacune des 18 régions du Québec, et, pour l'ensemble du Québec, une liste de personnes possédant une expertise particulière liée à la santé et au bien-être.

Pour la sélection des candidats citoyens venant des régions, le Commissaire a retenu, en application du Règlement, les services d'un organisme externe, LCOM Communication. Cet organisme doit recueillir et étudier les candidatures des citoyens intéressés. Il doit proposer au Commissaire, pour chaque région du Québec, au moins trois candidats.

Toute personne qui le désire peut demander à LCOM Communication d'examiner sa candidature. Cette demande doit être transmise au plus tard le 18 février 2011, à minuit, et doit être accompagnée du formulaire d'inscription dûment rempli et du curriculum vitae du demandeur.

Les candidats doivent être âgés de 18 ans ou plus au 1^{er} mai 2011, domiciliés dans la région pour laquelle leur candidature est proposée et ils ne doivent pas être visés par une exclusion prévue à l'article 25 de la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être.

Pour la sélection des candidats experts, le Commissaire doit consulter, en vertu du Règlement, les universités et les organismes suivants afin qu'ils lui proposent chacun au plus trois candidats, pour procéder à la nomination de:

- une ou un médecin, après consultation du Collège des médecins du Québec;
- une infirmière ou un infirmier, après consultation de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec;
- une travailleuse ou un travailleur social, après consultation de l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec;
- une personne possédant une expertise en évaluation des technologies de la santé et des médicaments, après consultation de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux;
- une personne possédant une expertise en éthique, après consultation des universités qui dispensent des programmes de formation en philosophie ou en éthique et des associations d'établissements qui comptent parmi leurs membres un ou plusieurs établissements dotés d'un comité d'éthique de la recherche ou d'un comité d'éthique clinique;
- une ou un chercheur en santé, après consultation des universités qui dispensent des programmes de recherche en santé;
- une ou un gestionnaire en santé et en services sociaux, après consultation de l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux;
- deux personnes venant de secteurs d'activité ayant un lien avec la santé ou le bien-être, après consultation des organismes les plus représentatifs de ces secteurs, notamment l'éducation, l'économie, l'environnement et le secteur du travail.

Les propositions doivent être faites par le conseil d'administration ou le Bureau de l'organisme ou, dans le cas d'une université, par la direction du département universitaire concerné. Elles doivent être accompagnées du curriculum vitae et d'une lettre de motivation du demandeur et transmises au Commissaire d'ici le 18 mars 2011.

La procédure de sélection des personnes aptes à composer le Forum de consultation est disponible au: www.forumdeconsultation.gouv.qc.ca. On peut y consulter le Règlement sur la procédure des personnes aptes à composer le Forum de consultation ainsi que la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être.

Le Commissaire à la santé et au bien-être ne reçoit aucune candidature directement.

Québec

Le représentant du Québec à l'UNESCO à la tête du Forum mondial de la langue française

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le représentant du Québec à l'UNESCO, Michel Audet, a été désigné à la tête du premier Forum mondial de la langue française, a appris *Le Devoir*. Le secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, en fera l'annonce officielle aujourd'hui.

Réunis à Montreux, en octobre, les membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) se sont entendus pour tenir un Forum mondial de la langue française, au printemps, au Québec.

Michel Audet agira à titre de commissaire général de ce premier Forum mondial de la langue française, qui vise notamment à faire ressortir le caractère mondial de la langue française tout en inscrivant dans les pratiques modernes.

Le groupe de travail fera appel à un large public jusqu'alors peu sensibilisé aux questions linguistiques en mettant en exergue les conséquences de l'usage de la langue française.

L'ancien professeur au Département des relations industrielles de l'Université Laval compte amorcer un «mouvement sur tous

les continents où il se parle le français, afin d'échanger sur ce que veut dire "affronter la modernité avec la langue française".

«J'aurai à m'associer aux forces vives de la société civile qui veulent faire la promotion du français, une langue moderne», explique au *Devoir* le nouveau commissaire général.

Ce remue-ménages tout francophone «va culminer avec un forum à Québec», souligne-t-il.

Michel Audet, qui entrera en fonction en avril, mettra à contribution «tout l'univers numérique», dont les outils du web 2.0, afin de mobiliser un grand nombre de jeunes. «L'avenir de la langue française va se jouer beaucoup avec les jeunes», fait-il valoir.

Conseiller à l'UNESCO

Michel Audet, qui est représentant du gouvernement du Québec au sein de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) depuis février 2007, dresse un bilan «très très positif» de son séjour à Paris.

Lentement sur la désignation par le Québec d'un «conseiller» à l'ambassadeur canadien à l'UNESCO qu'ont conclue les pre-

miers ministres Stephen Harper et Jean Charest, en mai 2006, a été une «percée importante pour la diplomatie québécoise dans les organisations multilatérales des Nations Unies», selon Michel Audet.

La délégation canadienne n'a pas fait la sourde d'oreille à la «voix du Québec», notamment dans le combat pour la diversité des expressions culturelles, assure-t-il.

«Je ne pensais pas qu'on pouvait autant gagner sur la scène internationale», admet le jeune diplomate. «[C'est une] percée importante pour la diplomatie québécoise dans les organisations multilatérales des Nations Unies. Le Québec est le seul État dans le monde à bénéficier de tout un espace dans une organisation de l'ONU, pour contribuer aux missions de l'organisation, pour pouvoir s'exprimer, bâtir des réseaux diplomatiques, avoir une vitrine de ce qu'on fait de bon ou de mieux en matière d'éducation, de culture ou de science.»

Le ministère des Relations internationales du Québec n'a pas encore fait connaître l'identité de son successeur. Mais un grand nombre de candidats convoitait le poste, selon une source.

Le Devoir

CROISIÈRES FRANCO-FUN

www.croisieresfrancofun.com
514 521-9501 • 1 888 228-3289

Croisières de groupes accompagnées en français, excursions exclusives en français.

LE CHARMÉ DES CROISIÈRES EUROPÉENNES

LA MER BALTIQUE ET SAINT-PÉTERSBOURG

Danemark, Finlande, Suède, Estonie, Russie et Berlin

14 jours du 2 au 15 juin 2011

Présentation le mardi 8 février à 16H00

à p. de 3 599 \$

LES MYSTÉRIEUSES ÎLES BRITANNIQUES

Londres, l'Irlande, l'Écosse et le Loch Ness, Liverpool et Paris

16 jours du 13 au 28 août 2011

Présentation le mardi 8 février à 16H00

à p. de 4 089 \$

LA GRANDE MÉDITERRANÉE

Barcelone, Monte-Carlo, Florence, Naples, Mykonos, Athènes et Venise

16 jours du 10 au 25 sept. 2011

Présentation le mardi 22 février à 15H00 et le jeudi 24 février à 19H00

à p. de 3 919 \$

LACS ITALIENS, VENISE ET CROATIE

Lac Majeur, Bellagio, Vérone et Venise en autocar.

La magnifique Croatie en croisière.

15 jours du 25 sept. au 9 oct. 2011

Présentation le mardi 22 février à 15H00 et le jeudi 24 février à 19H00

à p. de 4 429 \$

SUBLIMES ÎLES GRECQUES, LA BELLA ITALIA ET LA PERLE DE L'ADRIATIQUE

Venise, Dubrovnik, Corfou, Olympe, Athènes, Mykonos, Rhodes, Santorin, Naples et 1 nuit à Rome avec tour de ville.

15 jours du 8 au 22 oct. 2011

Présentation le mardi 22 février à 15H00 et le jeudi 24 février à 19H00

à p. de 3 531 \$

LES MERVEILLES DE L'ESPAGNE, DU PORTUGAL ET DU MAROC

Séville, Barcelone, Marrakech, Lisbonne, Valence, Malaga et 2 nuits à Nice avec excursions à Monte-Carlo et Saint Paul

De Venise à bord du luxueux Costa Luminosa

13 jours du 2 au 14 nov. 2011

Présentation le mardi 22 février à 15H00 et le jeudi 24 février à 19H00

à p. de 2 909 \$

SPLENDEURS DES CANARIES À BORD DU LUXUEUX QUEEN ELISABETH DE CUNARD

Madère, Tenerife, Las Palmas, Santa Cruz, Porto et 2 jours à Londres.

Le faste et la nostalgie des croisières de la Belle Époque

15 jours du 13 au 27 nov. 2011

Présentation le mardi 22 février à 15H00 et le jeudi 24 février à 19H00

à p. de 4 089 \$

LES JOYAUX DE LA RUSSIE

3 jours à St-Petersbourg, 2 jours à Moscou, navigation sur la Volga

13 jours du 5 au 17 août et du 11 au 23 sept. 2011

Nouveaux prix

Présentation le mardi 15 février à 15H00

à p. de 3 699 \$

PRÉSENTATION DE NOS CROISIÈRES AU 4047 PAPINEAU A MONTREAL

Inscriptions jsaucier@croisieresfrancofun.com ou par téléphone

LE DANUBE DE BUCAREST À MUNICH

Prague, Budapest, Vienne, Bratislava

14 jours du 27 mai au 9 juin et du 24 sept. au 7 oct. 2011

À partir de 3 899 \$ en mai, de 4 099 \$ en sept.

(ou en version plus courte)

10 jours du 14 au 23 juillet 2011

à p. de 3 622 \$

LA VALLÉE DU RHÔNE, LA CAMARGUE ET LA PROVENCE

2 nuits à Paris, Beaune et Dijon en Bourgogne, Macon, Lyon, Avignon, Arles; 2 jours à Marseille et Cassis.

12 jours du 17 au 28 sept. 2011

à p. de 3 559 \$

FABULEUSES CROISIÈRES EXOTIQUES

AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE ET LES ÎLES DU PACIFIQUE

Un merveilleux voyage de 35 jours du 17 sept. au 21 oct. 2011,

dont 3 jours à Sydney. Départ de San Francisco

Nouveaux prix

à p. de 7 139 \$

HAWAÏ ET POLYNÉSIE

Le paradis terrestre des Îles tropicales. Départ de Los Angeles.

30 jours du 21 oct. au 19 nov. 2011

à p. de 5 189 \$

FASCINANTE ASIE CONTEMPORAINE

3 jours à Beijing (excursions incluses), Shanghai, Hong Kong, Japon, Vietnam, Thaïlande, 2 jours à Singapour.

24 jours du 6 au 29 octobre 2011

(Extension possible à Bali, 8 jours à 1 710 \$)

à p. de 5 219 \$

LE CANAL DE PANAMA ET L'AMÉRIQUE CENTRALE

Mexique, Guatemala, Costa Rica, Colombie et 1 nuit à San Diego avec visite du zoo

17 jours du 27 oct. au 12 nov. 2011

à p. de 3 109 \$

L'OUEST CANADIEN ET L'ALASKA

Circuit de 8 jours dans l'Ouest incluant Banff, Jasper, Vancouver, Victoria et une semaine de croisière.

15 jours du 10 au 24 juillet 2011

à p. de 3 869 \$

L'AMÉRIQUE DU SUD, DE RIO À SANTIAGO

3 jours à Rio, Buenos Aires, Montevideo, Ushuaia, Passage du Cap Horn, les fjords chiliens

20 jours du 18 janv. au 6 fév. 2012

à p. de 4 529 \$

Vols, prestations terrestres et transferts inclus!



porter

Des amours de rabais.

Pour la Saint-Valentin, Porter vous offre des rabais mignons à croquer : 20 % sur tous ses vols. Laissez-vous séduire et mentionnez le code AMOUR20

Réservez avant le 9 février 2011.

Porter. Raffinée sur toute la ligne.



Vols au départ de Montréal. Mentionnez le code AMOUR20

Voyagez avant le 26 juin 2011. Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 20 %.
Réservez au moins 7 jours à l'avance. Tarifs à partir de :

TORONTO 20 par jour 96* \$	HALIFAX 113* \$	ST. JOHN'S 144* \$	SUDBURY 144* \$	THUNDER BAY 109* \$
BOSTON 160* \$	CHICAGO 168* \$	MYRTLE BEACH 208* \$	NEW YORK 104* \$	

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

* Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. L'aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Ce tarif aller-simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

flyporter.com

RÉVOLTES ARABES

Le raïs s'accroche malgré le « jour du départ »

Stephen Harper appelle à un changement en Égypte dans le respect des droits de la personne, de la non-violence et de l'État de droit

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Plusieurs centaines de milliers de personnes se sont à nouveau massées hier sur la place Tahrir, dans le cadre d'un « jour du départ » réclamant la démission du président égyptien, Hosni Moubarak.

Après les affrontements entre militants anti-Moubarak et pro-Moubarak qui ont fait huit morts au cours des derniers jours, le rassemblement d'hier s'est déroulé dans le calme. La foule a convergé vers le centre de la capitale dans la matinée et, une fois la prière de la mi-journée observée, elle a scandé des slogans hostiles au régime.

Les militaires, en grand nombre, étaient déployés afin de contrôler l'identité des personnes accédant à la place, pour éviter ainsi que des policiers en civil et des militants pro-Moubarak ne s'en prennent aux manifestants.

Un seul groupe de partisans du chef de l'État a tenté de s'approcher de la place Tahrir, mais il a fait demi-tour sous les jets de pierres des manifestants de l'autre camp.

Dans la soirée, plus de 10 000 personnes y étaient toujours rassemblées, dont certaines prêtes à y passer une nouvelle nuit, bravant le couvre-feu dont la durée a été réduite de 19h à 6h.

Des coups de feu nourris ont été entendus dans la nuit sur la place, semant pendant quelques minutes la panique au sein de la foule des manifestants antigouvernementaux rassemblés, selon un correspondant de l'AFP.

Nombreux étaient ceux à avoir également répondu à l'appel à la mobilisation en province, notamment à Alexandrie et Menoufiya (nord), Mahalla et Mansoura (delta du Nil),

Suez (est), Assiout (centre) et Louxor (sud).

Mohammed El-Baradeï, lauréat du prix Nobel de la paix et une des figures du mouvement d'opposition à Hosni Moubarak, a proposé un nouveau scénario de sortie de crise, soit la formation d'un gouvernement transitoire dirigé, pendant environ un an, par un conseil présidentiel formé de deux ou trois personnes, dont un représentant de l'armée.

Une Constitution permanente serait rédigée pendant cette période et ensuite serait organisée l'élection présidentielle, actuellement prévue en septembre.

La condition *sine qua non* de la réalisation de ce scénario demeure toutefois le départ d'Hosni Moubarak, a répété M. El-Baradeï lors d'une conférence de presse. « Il doit entendre la voix claire du peuple et partir avec dignité », a déclaré l'ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). « Plus vite il partira avec dignité, mieux ce sera pour tout le monde. »

Médias attaqués

Alors que la quasi-totalité des médias étrangers affirment être victimes de violence et de harcèlement de la part des autorités égyptiennes depuis deux jours au Caire, le quotidien gouvernemental *Al-Ahram* a annoncé hier le départ de la place Tahrir du haut du balcon de son appartement quand il a été atteint par un tueur d'élite il y a quatre jours, a expliqué le journal.

Selon le Comité de protection des journalistes (CPI), basé à New York, il s'agit du premier journaliste à perdre la vie en Égypte depuis le 25 janvier.

Mohammed El-Baradeï propose la formation d'un gouvernement transitoire dirigé par un conseil présidentiel pendant environ un an

cès d'un journaliste égyptien ayant été blessé durant les affrontements plus tôt cette semaine.

Ahmed Mohammed Mahmoud, âgé de 36 ans, prenait des photos des affrontements



Les manifestations se sont poursuivies dans toute l'Égypte hier, d'Alexandrie (photo), dans le nord, à Louxor, dans le sud.

DYLAN MARTINEZ REUTERS

Des musées attaqués dans tout le pays

Les autorités égyptiennes ont commencé à faire l'inventaire des pièces de musée endommagées ou pillées depuis le début des manifestations et des affrontements qui continuent de secouer l'Égypte.

La plupart des objets pillés dans la journée du 28 janvier dans le Musée égyptien, situé tout à côté de la place de la Libération, étaient des bijoux, dérobés dans les vitrines des boutiques du musée, facilement accessibles au rez-de-chaussée.

Toutefois, une dizaine d'intrus sont parvenus à gagner les étages supérieurs du musée en fracassant un puits de lumière situé sur le toit. Ils ont réussi à atteindre la galerie dédiée au roi Toutânkhamon, qui contient les pièces les plus précieuses du musée, mais ont échoué à atteindre la vitrine contenant le masque d'or du pharaon.

Après avoir fracassé 13 vitrines, les malfrats

ont retiré deux momies, endommageant sérieusement les corps et brisant les crânes. Un des voleurs a toutefois pu être mis aux arrêts.

Le sort de plusieurs autres musées et sites archéologiques demeure par ailleurs incertain. Au musée de Port-Saïd, près du canal de Suez, un camion rempli d'hommes armés a fait main basse sur une boutique du musée et quelques pièces archéologiques. D'autres entrées par effraction ont été signalées au Musée national, au Musée copte, et au Palais Manial au Caire, ainsi qu'à Saqqarah, un site archéologique majeur situé à 15 km de la capitale. La majorité des musées égyptiens disposent de systèmes de sécurité déficients, même s'ils abritent les plus importantes collections d'antiquités égyptiennes au monde, avec plus de 100 000 objets exposés.

Isabelle Paré, *Le Devoir*

d'hui en Égypte n'a échappé à la violence. On a l'impression que M. Moubarak a décidé par tous les moyens de faire taire les journalistes», a affirmé Jean-François Juillard, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF).

A Genève, la Haute Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a évoqué « une tentative flagrante d'étouffer la presse » et estimé que « l'un des premiers moteurs de ce chaos semble être l'action des services de sécurité et de renseignement égyptiens ».

« Je ne crois pas qu'il y a des doutes pour personne qui regarde la situation que la transition a lieu et aura lieu en Égypte; la question reste à savoir quel genre de transition ce sera », a affirmé M. Harper. « Ce dont nous voulons nous assurer, c'est que cela mènera vers une démocratie avec le respect de la primauté du droit, de la non-violence

te doivent s'inscrire dans le cadre de valeurs fondamentales, telles que les droits de la personne, la non-violence et l'État de droit.

Les commentaires de M. Harper, ses premiers en public sur la révolte en Égypte depuis le début de la crise, ont été exprimés après une rencontre d'une heure avec le président des États-Unis, Barack Obama.

« Je ne crois pas qu'il y a des doutes pour personne qui regarde la situation que la transition a lieu et aura lieu en Égypte; la question reste à savoir quel genre de transition ce sera », a affirmé M. Harper. « Ce dont nous voulons nous assurer, c'est que cela mènera vers une démocratie avec le respect de la primauté du droit, de la non-violence

Valeurs fondamentales

Le premier ministre du Canada, Stephen Harper, a soutenu hier que les changements importants en cours en Égypte

et du respect des droits, des droits humains y compris les droits des minorités et surtout des minorités religieuses», a ajouté le chef du gouvernement canadien, en français.

Les États-Unis exhortent Hosni Moubarak à démissionner immédiatement afin d'accélérer une passation des pouvoirs, ce à quoi se refuse le Canada.

« À la lumière de ce qui est arrivé au cours des deux dernières semaines, retourner à l'ancien régime ne fonctionnera pas », a affirmé M. Obama.

Le Canada, cependant, n'a pas réclaté la démission du raïs. Les ambassadeurs israéliens auraient fait pression sur des États, y compris le Canada, afin qu'ils tempèrent leurs critiques envers M. Moubarak, qui a été un gage de stabilité pour la région.

Stephen Harper fait valoir qu'il reviendra au peuple égyptien de déterminer qui le mènera vers l'avenir, mais que le nouveau régime ne devra pas être seulement strictement démocratique.

Les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne ont demandé de leur côté que la transition démocratique commence « maintenant ». Ils ont menacé à demi-mots de revoir leur aide économique accordée à l'Égypte si les violations des libertés publiques se poursuivaient.

Le Devoir
D'après *La Presse canadienne*, *l'Associated Press* et *l'Agence France-Presse*

Achetez immédiatement tableaux canadiens et européens. Grande valeur offerte.

Dallaire
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Franchère

**35^e
anniversaire**

Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

Claude Lafitte; évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte

depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Créscent, Montréal, www.lafitte.com

Achetez tableaux

Marcel Barbeau, Paul-Émile Borduas, Marcelle Ferron, Pierre Gauvreau, Fernand Leduc, Jean-Paul Mousseau, Jean-Paul Riopelle.

Le Québec Art Abstrait

Ulysse Comtois, Jean Dallaire, Paterson Ewen, Henriette Fauteux-Massé, Charles Gagnon, Yves Gaucher, Lise Gervais, Jacques Hurtubise, Jauran, Jean LeFebure, Rita Letendre, Marcelle Maltais, Ray Mead, Jean McEwen, Guido Molinari, Alfred Pellan, Marian Dale Scott, Claude Tousignant et d'autres.

Lynda Marie Shearer, Canadian Art Group
55 Avenue Rd. #2975
Toronto M5R 3L2

Téléphone : 1.416.774.8575
www.canadianartgroup.com
canadianart@rogers.com

RÉVOLTES ARABES



ALI JAREKI ET KHALED ABDULLAH REUTERS

Plusieurs opposants aux régimes en place sont sortis sur la place publique en Jordanie (à gauche) et au Yémen (à droite).

Des pays ébranlés aux profils variés

Jeunes et autocratiques, les États arabes diffèrent aussi sur bien des plans

CLAUDE LÉVESQUE

Les révoltes populaires qui agitent le monde arabe depuis plusieurs semaines se produisent dans des pays dont la population est jeune, mais qui sont menés depuis très longtemps par des dirigeants autoritaires et vieillissants, déconnectés des préoccupations de leurs peuples. Ces caractéristiques sont communes à presque tous les pays de la région, mais on note aussi des différences importantes entre les pays.

Parmi les 22 pays membres de la Ligue arabe, trois ont un Parlement élu selon des règles calquées sur celles des démocraties occidentales, quoique l'État n'arrive pas à y asseoir son autorité: l'Irak, le Liban et les Territoires palestiniens.

Ailleurs, il s'agit soit de monarchies, absolues ou constitutionnelles à divers degrés (au Maroc, en Jordanie et dans la péninsule arabique, Yémen excepté), soit de républiques dirigées avec une main de fer. Dans le premier groupe, les pétromonarchies du Golfe constituent des pouvoirs traditionnels combinant les solidarités tribales, l'argent du pétrole et une modernité se limitant généralement aux aspects techniques et matériels. Elles paraissent les moins menacées dans l'immédiat.

Certains pays sont plus susceptibles que d'autres de voir leur régime ébranlé et possiblement renversé par la clameur de la rue, quoiqu'il soit périlleux de faire des prédictions.

Yémen: le régime de ce pays situé dans le sud-ouest de la péninsule arabique pourrait être le prochain à vaciller. Depuis au moins deux semaines, des manifestants réclament la démission du président Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 1978. Ce pays semble vivre un scénario à l'égyptienne, puisque le chef de l'État a promis de ne pas solliciter un nouveau mandat et d'ouvrir un dialogue avec l'opposition. Après les nombreuses manifestations de l'opposition, les partisans du président Saleh se sont approprié hier le centre de la capitale, Sanaa.

Jordanie: plusieurs manifestations contre la hausse des prix ont eu lieu depuis un mois, mais leur importance semble avoir diminué depuis qu'un dialogue s'est ouvert entre le gouvernement et des acteurs de la société civile, dont les Frères musulmans. Néanmoins, une manifestation a encore réuni un millier de personnes hier à Amman.

Algérie: le président Abdelaziz Bouteflika a promis jeudi de lever l'état d'urgence, en vigueur

Des conditions sociales différentes

Pays	Population	PIB par habitant (\$)	Taux d'alphabétisation (%)	Usagers Internet (millions)
Algérie	35 369 000	7 400	69,8	4,7
Arabie saoudite	25 316 000	24 200	79,4	9,6
Jordanie	5 981 000	5 300	89,9	1,6
Koweït	3 442 000	51 700	82,9	1,1
Libye	6 420 000	13 800	81,7	0,3
Maroc	31 285 000	4 900	50,7	13,2
Syrie	21 763 000	4 800	82,9	4,4
Yémen	22 858 000	2 600	49,0	2,2

Sources: Britannica estimations 2009, CIA World Factbook, Britannica 2000-2004, BBC

depuis 19 ans. En janvier, des affrontements entre des manifestants dénonçant la vie chère et les forces de sécurité avaient fait cinq morts. Les militants pro-démocratie prévoient une marche le 12 février.

Syrie: un appel à manifester contre la «monarchie, la corruption et la tyrannie», lancé dans Internet, n'a pas été suivi hier en Syrie. Un groupe Facebook, qui avait réuni des milliers de membres, avait lancé un appel à manifester sous le slogan «La révolution syrienne 2011». Samedi dernier, les forces de l'ordre

avaient déjà empêché un sit-in organisé par un groupe de jeunes près de l'ambassade de l'Égypte à Damas.

Maroc: environ 200 personnes ont manifesté hier à Rabat pour exprimer leur solidarité avec les Égyptiens qui demandent le départ du président Hosni Moubarak. Lundi, plusieurs dizaines de personnes avaient déjà manifesté devant l'ambassade de l'Égypte, en solidarité avec le mouvement pour la démocratie dans ce pays.

Le Devoir, avec l'Agence France-Presse

FIÈREMENT FABRIQUÉ au Québec depuis 1991

la petite ferme du Mouton Noir

SPÉCIAL BÉBÉ EN FÉVRIER
Épargnez sur une foule d'articles à petits prix...

Découvrez notre sortie de bain...

ATELIER-BOUTIQUE - MODE ENFANTINE 0 À 7 ANS
Créations québécoises de vêtements et d'accessoires pour enfants

2160 rue Beaubien Est, Montréal H2G 1M6
514 271-9760 www.creationsmoutonnoir.qc.ca

Abdou Diouf mise sur un retour à la stabilité

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, se refusait toujours, hier, d'appeler le président de l'Égypte, Hosni Moubarak, ce poids lourd du Moyen-Orient, à quitter la scène politique.

L'ancien chef d'État du Sénégal fonde ses espoirs d'un retour à la stabilité, dans ce pays membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), sur l'élection présidentielle, qui sera organisée en septembre. D'ici là, il presse les personnalités importantes du pouvoir et les figures de l'opposition à engager un dialogue constructif.

«Il faut que la transition s'amorce et qu'il y ait un dialogue entre le pouvoir et l'opposition afin que les réformes politiques s'entament en Égypte», a martelé Abdou Diouf, hier, à l'occasion d'un déjeuner-causerie organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal.

«Une démocratie réelle peut se faire en Égypte avec toutes les composantes de la société égyptienne, dans la transparence, avec une équipe intègre qui fait les réformes nécessaires d'abord, puis qui aille vers des élections loyales, justes, transparentes», a ajouté M. Diouf, au terme de son allocution sur le rôle que la Francophonie est appelée à jouer dans une nouvelle gouvernance mondiale.

D'autre part, le numéro un de l'OIF a mis en garde la communauté internationale contre les dangers que «la révolution [égyptienne] puisse être reprise par des forces extrémistes» mettant de l'avant des «idéologies destructrices».

M. Diouf a aussi fait valoir que «ce sont les Égyptiens qui doivent régler leurs problèmes», alors que les organisations internationales doivent les «soutenir».

Influence négligeable

L'influence de l'OIF sur la crise égyptienne est négligeable, du moins comparativement à celle qu'elle exerce en Côte d'Ivoire — aussi membre de l'OIF — selon Louise Fréchette, ancienne vice-secrétaire générale de l'ONU.

«L'Organisation internationale de la Francophonie a un rôle à jouer et elle l'a joué, avec d'autres organisations. Mais, dans un pays comme l'Égypte, c'est plus difficile», estime Mme Fréchette, qui est aujourd'hui associée au Centre pour l'innovation en gouvernance internationale. «Il y a des pays où le français est la langue du gouvernement, mais ce n'est pas le cas en Égypte. L'Égypte et les autres pays dont le français n'est pas la langue du gouvernement font partie d'un autre ensemble, d'une certaine façon.»

Le Devoir

www.artisan-du-store.ca

L'Artisan du Store
Fabriqué au Québec

Service à domicile GRATUIT
Région de Montréal
514 231-8677
Laval et Rive-Nord
450 627-3716
Longueuil et rive-sud
450 445-9829
Région de Trois-Rivières
819 696-8677
Région de Québec
418 654-8677

Stores sur mesure
*Bois ou PVC
Horizontaux ou Verticaux
couleurs et teintes à votre choix
OPAQUES ou SOLAIRES

• Toiles à rouleau
• Stores romains
• Panneaux coulissants
• Persiennes
• Toiles opaques ou solaires sur mesure pour verrières

INSTALLATION GRATUITE

Décoration Claude Bouchard
2362, Beaubien E, Montréal (Qc)

* 50% de rabais ou installation gratuite

Escapades HIVERNALES

FORFAIT COUETTE ET CAFÉ À partir de 99 \$*

Une nuit en chambre supérieure
Un déjeuner buffet champêtre
* Prix par personne en occupation double, par nuit. Service inclus, taxes en sus. Sujet à la disponibilité.

Véritable joyau niché aux pieds de la montagne lumineuse et à même le village authentique de Saint-Sauveur, l'hôtel Manoir Saint-Sauveur vous offre un univers de bien-être et de plaisirs.

manoir-saint-sauveur.com
1 800 361.0505

Le raffinement du Manoir — La vraie nature de Saint-Sauveur

POUR ANNONCER DANS CE REGROUPEMENT, COMMUNIQUEZ AVEC JEAN DE BILLY AU 514 985-3456 OU JDEBILLY@LEDEVOIR.COM

Mythes et réalité derrière St-Germain-des-Prés
par Éric Dussault

Les fameuses «caves existentialistes»
première séance de six

toutes les deux semaines à partir du
mardi 8 février à 19h, au Bar populaire,
6584 boul. St-Laurent

upopmontreal.com

ACTUALITÉS

Les francophones de l'Alberta gagnent une bataille

La Cour suprême reconnaît à Gilles Caron le droit à une aide financière pour mener sa lutte pour le français

BRIAN MYLES

L'une des plus importantes batailles pour l'essor des droits linguistiques de la minorité francophone en Alberta a franchi une nouvelle étape hier Cour suprême.

Dans une décision unanime, l'ultime tribunal du pays a reconnu qu'il est important que Gilles Caron obtienne une aide financière extraordinaire pour mener à terme son combat pour la pleine reconnaissance du français dans le système judiciaire albertain.

L'affaire se situe à l'intersection de la Proclamation royale de 1869 et d'une infraction au code de la route.

« Il serait contraire à l'intérêt de la justice que le litige ne soit pas tranché de façon adéquate sur le fond parce que [Gilles Caron] [...] ne disposait pas des ressources financières nécessaires pour terminer ce qu'il a commencé »

Le 4 décembre 2003, Gilles Caron a écopé d'une contravention de 100 \$ pour avoir négligé de faire un virage à gauche en toute sécurité.

Tout en admettant sa culpabilité, M. Caron a lancé un recours constitutionnel pour violation de ses droits linguistiques, car l'anglais était la seule langue utilisée sur le constat d'infraction et dans les procédures.

Pour faire valoir son point, M. Caron a puisé dans ses économies, il a contracté des prêts de 30 000 \$ et il a bénéficié de 70 000 \$ à même le Programme de contestation judiciaire, aboli par le gouvernement Harper en plein cœur de son procès, en 2006.

Le ministère public a déposé une montagne d'éléments de preuve historiques à une étape tardive du procès, alors que M. Caron avait épuisé toutes ses ressources. Il a réussi à convaincre une cour supérieure de l'Alberta de payer les honoraires de ses avocats et de ses experts, pour un montant de 120 000 \$, afin de mener la cause à son dénouement.

Le procureur général de l'Al-

berta cherchait à obtenir l'annulation de l'ordonnance et le remboursement des 120 000 \$ en Cour suprême.

La cour joue de prudence dans son arrêt. Les questions constitutionnelles soulevées par Gilles Caron sont assez importantes pour justifier une aide de l'État, confirme-t-elle. Refuser de l'aider reviendrait à cautionner un déni de justice, estime la cour. « Il serait contraire à l'intérêt de la justice que le litige ne soit pas tranché de façon adéquate sur le fond parce que [Gilles Caron] — le porte-étendard présumé des Franco-Albertains dans la présente affaire — ne disposait pas des ressources financières nécessaires pour terminer ce qu'il a commencé », écrit le juge Ian Binnie au nom de ses collègues.

Par contre, les tribunaux peuvent ordonner à l'État de financer les litiges dits d'intérêt public dans des circonstances exceptionnelles seulement, précise la Cour suprême.

La cause de Gilles Caron sera tranchée à une date ultérieure en cour d'appel. M. Caron entend prouver que le constat d'infraction et les documents connexes sont nuls parce rédigés en anglais seulement. En se basant sur l'Acte des territoires du Nord-Ouest de 1886 et la Proclamation royale de 1869, il fera valoir qu'il a le droit d'utiliser le français devant les tribunaux et que ce droit a été brimé.

La Loi linguistique de l'Alberta, adoptée en 2000, a abrogé les droits linguistiques de la minorité francophone. Si Gilles Caron a gain de cause, cette loi pourrait être déclarée inconstitutionnelle. L'Alberta devrait alors adopter à nouveau ses lois dans les deux langues officielles du pays. « Les répercussions d'une issue favorable à M. Caron sur la législation de l'Alberta pourraient être extrêmement graves et les difficultés qui en résulteraient devraient, si cela devenait nécessaire, être résolues sans tarder », estime la Cour suprême.

Le Devoir

Réduction du sodium dans l'alimentation

Ottawa abolit son groupe de travail

Le mandat échoit à un comité où siègent des représentants de l'agroalimentaire

FABIEN DEGLISE

Du sel et de la discorde. Le gouvernement fédéral a créé une nouvelle fois la controverse dans le monde scientifique en démantelant sans ménagement le groupe de travail sur la réduction du sodium alimentaire, dont la stratégie de réduction du sel dans les produits transformés a été déposée l'été dernier. Dans la foulée, Ottawa confie désormais la lutte contre le sel, une substance trop présente dans le régime alimentaire des Canadiens, à un conseil consultatif auquel siègent plusieurs représentants de l'industrie agroalimentaire.

« C'est très préoccupant parce qu'il restait encore beaucoup de travail à faire, a indiqué au *Globe and Mail* Kevin Willis, du Réseau canadien contre les accidents cérébrovasculaires et membre du groupe de travail ayant été démantelé. Désormais, ma principale crainte est de nous voir faire des progrès plus lents dans la réduction du sodium dans la chaîne alimentaire. »

Fondé en 2007 par Santé Canada, le Groupe de travail sur le sodium (GTS) a déposé en juillet dernier un plan de réduction volontaire de cette substance dans l'alimentation. Objectif? Que la consommation quotidienne de sodium passe de 3400 mg en moyenne aujourd'hui à 2300 mg en 2016. Un programme de suivi et d'évaluation de l'efficacité des mesures était également envisagé par le groupe.

Or, en décembre dernier, lors d'une conférence téléphonique,



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le groupe de travail recommandait en juillet que la consommation quotidienne de sodium, très présent dans les produits transformés, passe de 3400 mg à 2300 mg en 2016.

Ottawa a annoncé au GTS que cette tâche ne lui incomberait pas, Santé Canada préférant compter sur le Conseil consultatif sur la réglementation des aliments de Santé Canada afin de s'assurer de la bonne marche du plan de réduction. Une décision contestée en raison des liens qu'ont plusieurs membres de ce conseil avec l'industrie agroalimentaire, principale source d'approvisionnement des consommateurs en sel avec ses produits transformés, comme les plats surgelés, les produits céréaliers — y compris ceux qui sont sucrés — les charcuteries...

Notons que le président du Conseil, Paul Paquin, est associé à un groupe international de dé-

fense des intérêts de l'industrie laitière. Un autre membre, Keith Mussar, siège à la section alimentaire de l'Association canadienne des importateurs et exportateurs, en plus d'avoir occupé un emploi chez Kraft et Labatt.

Critiques

« Le gouvernement remplace un groupe d'experts indépendants, chargé d'évaluer l'impact du sel sur la santé, par des représentants de l'industrie, a dénoncé hier en chambre Niki Ashton, députée du NPD. Une fois de plus, il écoute les groupes de pression industriels au lieu d'écouter les Canadiens. »

Hier, le ministère fédéral de la Santé a toutefois minimisé l'impact de sa décision en indiquant

qu'il allait consulter à l'avenir les « anciens membres du GTS », dont quelques-uns siègent au conseil consultatif, a indiqué au *Devoir* Gary Holub, un porte-parole. Le gouvernement assure également qu'il garde le même objectif de réduction du sodium.

Selon la Fondation canadienne des maladies du cœur, cinq millions de Canadiens souffrent d'hypertension (le sodium en est en partie responsable), un précurseur d'ACV. Or un décès sur onze pour cause coronarienne pourrait être évité si les consommateurs réduisaient de 1800 mg leur absorption de sodium chaque jour.

Le Devoir

Ville-Marie a tranché

La maison Redpath est là pour rester

JEANNE CORRIVEAU

Après des semaines de tergiversations, l'arrondissement de Ville-Marie, dirigé par le maire Gerald Tremblay, a finalement décidé de ne pas autoriser la construction d'un projet de condos de 25 mètres sur le site de la maison Redpath. S'ils veulent réaliser leur projet immobilier, les promoteurs devront se conformer au règlement d'urbanisme et limiter à 16 mètres la hauteur de l'édifice. Cette volte-face de l'administration a enchanté les résidents du secteur et les défenseurs du patrimoine.

« C'est une victoire pour les Montréalais rendue possible grâce à l'aide du Musée des beaux-arts — qui a fait un beau coup médiatique — et aux citoyens du Golden Square Mile qui ont beaucoup travaillé. C'est aussi une victoire pour la conservation du patrimoine historique », a commenté Antoine Ertaskiran, un des voisins de la maison Redpath.

La décision de ne pas accorder le feu vert aux promoteurs fait suite à une réunion tenue hier

matin entre les élus de l'arrondissement et les fonctionnaires du service de l'aménagement urbain, qui ont examiné un « ensemble de faits », dont les critiques du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM), a indiqué le conseiller Sammy Forcillo. « Jose espérer que les promoteurs vont revenir avec un projet en harmonie avec le milieu », a-t-il dit.

« Tout est bien qui finit bien, mais qu'est-ce qu'on va faire avec cet édifice? », se demande François Robillard, conseiller de Vision Montréal. Car, depuis sa démolition partielle en 1986, la maison Redpath a été laissée à l'abandon et son état ne cesse de se dégrader. Le mois dernier, l'un de ses propriétaires a laissé entendre que, si le projet de condos n'obtenait pas le feu vert, l'immeuble patrimonial pourrait rester vacant pendant deux autres décennies. Il n'a pas été possible, hier, de connaître les intentions de Mi-

chael Sochaczewski, qui a refusé de parler au *Devoir*.

L'arrondissement s'assurera de façon régulière de la sécurité des lieux, promet Sammy Forcillo, qui affirme toutefois que la Ville ne dispose pas d'outils pour forcer le propriétaire à agir.

Ce n'est pas l'avis d'Alex Norris, conseiller de Projet Montréal, qui croit au contraire que la Ville peut serrer la vis aux propriétaires. Il signale que l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a eu recours à une injonction — qui devrait être accordée la semaine prochaine — pour exiger, du propriétaire d'un immeuble patrimonial situé à l'angle du

boulevard Saint-Laurent et de l'avenue des Pins, une restauration complète de l'édifice délabré. « Plusieurs outils sont à la disposition de la Ville, comme les amendes et les injonctions, mais l'administration Tremblay et les administrations qui l'ont précédée n'ont pas assumé leurs responsabi-

lités. Il faut une démarche plus musclée », dit-il.

M. Norris estime qu'il ne faut pas exclure le recours à une expropriation dans le cas de la maison Redpath, bien que la prudence s'impose. Pour sa part, M. Forcillo croit qu'il est prématuré d'envisager cette possibilité.

La Ville devra demeurer ferme à l'égard des promoteurs, prévient Dinu Bumbu, directeur des politiques à Héritage Montréal. « Il ne faut pas se retrouver dans 25 ans avec le même problème. Le message important, c'est qu'un projet doit se faire dans le respect des règles. D'autres promoteurs l'ont réussi dans d'autres circonstances à Montréal », rappelle-t-il.

De son côté, le MBAM s'est dit « fier » de la décision de l'arrondissement. « Les futurs visiteurs du pavillon d'art québécois et canadien auront, de la verrière, une vue magnifique sur la montagne », a commenté Danielle Champagne, directrice des communications du musée.

Le Devoir

Signature.ca
Des vacances pensées pour vous

Tous les passagers vivent l'expérience du service *Elite* :
Verre de champagne • Choix de repas chauds
Vin au repas • Boissons non-alcoolisées • Collations
Service de serviettes chaudes • Sièges en cuir
Écouteurs • Franchises chromatographiques
Sac à dos pour enfants • Service courtois et amical

FUYEZ LE FROID AVEC NOS 20 MEILLEURES AUBAINES

Réservez dès maintenant et bénéficiez d'aubaines négociées en exclusivité parmi nos 20 meilleurs hôtels tout compris.

Départs de Montréal • 1 semaine • tout compris
Réservez d'ici le 11 fév., 2011

Varadero, Cuba Playa Caleta ****plus Chambre • 7 et 17 mars 795\$	Cancun, Mexique Riu Caribe ****plus Chambre • 10 et 11 mars 1195\$
Punta Cana, Rép. dom. Riu Naiboa **** Chambre • 8, 15 et 22 mars 895\$	Punta Cana, Rép. dom. Iberostar Dominicana ****plus Chambre • 7, 17 et 24 mars 1195\$
Puerto Plata, Rép. dom. Riu Merengue ****plus Chambre • 11, 18 fév. et 25 mars 895\$	Jamaïque Iberostar Rose Hall Beach Resort Chambre • 6 et 25 mars 1395\$
Cayo Coco, Cuba BlueBay Cayo Coco **** Chambre • 22 février et 20 mars 995\$	Jamaïque Grand Palladium Jamaica Resort ****plus Chambre • 13 février et 6 mars 1595\$
Riviera Maya, Mexique Sandos Caracol Eco Resort & Spa **** Chambre économique • 3, 4 et 5 mars 1165\$	

Contactez votre agence de voyages pour réserver vos vacances Signature!

Départ de Montréal. Offre d'une durée limitée s'appliquant aux départs entre le 5 février et le 30 avril 2011 (inclusivement). En vigueur sur les nouvelles réservations effectuées entre le 5 et le 11 février 2011 (inclusivement). Les prix sont par personne en occupation double pour des forfaits vacances d'une semaine pour une sélection de dates et de destinations à moins d'inclure les taxes. Les prix incluent les taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale payable au départ de certaines destinations. Prix valables au moment de l'impression et sujets à changement en tout temps sans préavis. Nombre de sièges limités. Les prix incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50\$ par tranche de 1,000\$ de services achetés. Vos droits par Airway Infrmes. Pour connaître les conditions générales, veuillez consulter la brochure 2010/11 de Vacances Signature. Titulaire d'un permis du Québec, 03/02/11

GEC3EG GLOBAL ENVIRONMENTAL AND CLIMATE CHANGE CENTRE
CENTRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENT GLOBAL

McGILL SCHOOL OF ENVIRONMENT & FORESTRY

situer la science

École d'environnement de l'Université McGill, C3EG et Situer la science ont le plaisir de présenter

Dr. Naomi Oreskes
Vice-rectrice, Sixth College, Université de Californie, San Diego

Merchants of Doubt:
How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming

Jeudi le 10 février 2011 de 18h à 19h
Salle de bal, Nouvelle résidence McGill
3625, avenue du Parc, Montréal, Québec
Entrée libre
Cet événement se déroulera en anglais.

McGill

Renseignements : www.mcgill.ca/mse/events/

ACTUALITÉS

Est-ce une montagne que de vendre l'hiver québécois aux touristes?

ISABELLE PORTER

Québec — Tout le monde le dit: le Québec a un potentiel incroyable en matière de tourisme d'hiver. Notre météo est idéale, nos paysages sont à couper le souffle et nos sports sont diversifiés et populaires. Or on est encore bien loin de la manne.

D'après une étude du Réseau de veille en tourisme, le tourisme d'hiver (de janvier à mars) n'attire encore que 20 % des visiteurs de toute l'année. Et de ce groupe estimé à cinq millions de personnes en 2009, seulement 17 % viennent de l'extérieur du Québec. Selon le directeur du Réseau, Paul Arsenault, il y a une prise de conscience du potentiel de l'hiver depuis les années 1990, mais «on en est encore à se chercher». Tout de même, ajoute-t-il, il ne faudrait pas non plus oublier que pendant cette période «la grande majorité des gens travaillent».

Consultant en tourisme dans le privé, Denis Brisebois note que l'hiver est beaucoup plus complexe à vendre que l'été. «L'hiver, c'est davantage un marketing d'activités. On va faire du ski, de la motoneige et il faut davantage planifier. L'été, par contre, on vend une destination au sens large. Les gens vont "dans Charlevoix", "en France", ils se laissent plus aller au gré du temps qu'il fait.»

En même temps, la concurrence des voisins est importante. Les centres de ski ne manquent pas dans le nord des États-Unis. Dès lors, le Québec doit vraiment se distinguer pour convaincre les Américains de venir passer un long week-end de notre côté de la frontière.

Denis Brisebois n'est pas convaincu toutefois qu'il est «pertinent» de se comparer avec l'Europe. «Les Allemands, les Français, les Anglais ont de quatre à six semaines de vacances par année, alors les gens qui font du marketing touristique là-bas ont la tâche beaucoup plus facile. Nous, nos voisins ont deux semaines de vacances en moyenne et ils ne les prennent pas nécessairement parce que ce n'est pas valorisé.»

Au Québec, parmi les touristes étrangers, 5 % viennent des États-Unis (de la côte est surtout) et 3 % d'outre-mer, dont une majorité de Français. Selon Paul Arsenault, pour contrer la désaffection des touristes américains, le défi du Québec est d'attirer davantage de jeunes. «Actuellement, les Américains qui viennent nous voir sont très âgés», note-t-il. Il faudrait miser davantage sur des événements comme l'Igloofest à Montréal, lequel mêle plaisirs d'hiver et musique électronique. «Le prochain défi de Montréal et de Québec, c'est de créer une espèce de "buzz" hivernal en ville. De créer une nouvelle clientèle qui va aimer l'hiver dans la rue», renchérit M. Brisebois, qui a été directeur général de Tourisme Montréal pendant six ans avant d'œuvrer pour le groupe de consultants IBIDA.

L'idée de promouvoir le tourisme d'hiver pour combler le creux de la saison hôtelière ne date pas d'hier. C'est justement pour cela que la Chambre de



Il y a presque 60 ans, le Carnaval a été l'une des premières activités à faire la promotion de l'hiver au Québec.

commerce de Québec a créé le Carnaval de Québec il y a près de 60 ans. À l'époque, l'événement était un précurseur, mais depuis des centaines d'autres villes ont eu la même idée et on ne compte plus les destinations organisant des concours de sculptures sur neige et glace, par exemple. De la ville d'Harbin (Chine) à Sapporo (Japon) en passant par Grindelwald (Suisse), l'engouement pour cette activité est partout constaté et permet aux meilleurs sculpteurs du Québec de faire le tour du monde.

Actuellement, les régions de Montréal (50 %), de Québec (26 %) et des Laurentides (14 %) sont celles qui attirent le plus de visiteurs l'hiver. Mais seules les Laurentides sont plus populaires pendant la saison froide que le reste de l'année.

Québec a les atouts pour séduire

La région de Québec est considérée comme celle ayant le plus d'atouts pour se distinguer sur la scène canadienne et internationale. «Québec a vraiment un potentiel, comme destination, beaucoup plus fort que ce qu'elle montre aujourd'hui», ajoute M. Brisebois. En marketing touristique, ça prend des «wow». L'hôtel de glace en est un. Sur les deux jours que le touriste va passer à Québec, il va peut-être passer deux heures là-bas, mais c'est l'élément déclencheur qui va l'avoir amené à se déplacer.»

Beaucoup d'efforts ont pourtant été déployés avec la multiplication d'activités branchées et urbaines proposées, telles la course de patin extrême du Red Bull Crashed Ice et les démonstrations de surf sur neige près des bretelles de l'autoroute Dufferin. Une nouvelle génération de promoteurs a fait son apparition qui a une vision

de l'hiver plus festive et axée sur les sports extrêmes. «Je pense qu'on est à un tournant», observe Paul Arsenault. Il y a un changement de génération dans l'industrie touristique.»

L'administration Labeaume et l'Office du tourisme sont également très proactifs en ce domaine. Ainsi, la Ville a investi dans un programme d'animation pour tout le temps des Fêtes (Québecadabra) et on annonçait récemment qu'il sera possible de patiner sur l'anneau des Plaines. La Ville travaille aussi sur un plan «bleu blanc vert» (en allusion à l'eau, à la neige et aux parcs) pour multiplier les parcours sportifs à la grandeur de la ville en toutes saisons.

Dans les rues du centre-ville, on croise de plus en plus de gens avec des patins en bandoulière ou leur équipement de ski de fond en direction des Plaines. De passage pendant les Fêtes, M. Arsenault a été un peu déçu de constater que la glissade de la terrasse Dufferin était en réparation et qu'une autre glissade offerte aux enfants dans le coin ne payait pas de mine. Dans le monde du tourisme, on n'a pas le droit à l'erreur. M. Brisebois trouve pour sa part que Québec devrait développer un leadership dans le secteur du patin. «Il faudrait d'ici dix ans trouver une icône aussi forte que le canal Rideau à Ottawa.» Le moment est d'autant mieux choisi selon lui que le réchauffement climatique menace à moyen terme les belles patinoires de la capitale fédérale. «Il suffit de deux ou trois degrés de plus et on perd cinq ou six jours par an de patinage.»

Le Devoir

La vague des centres aquatiques

ISABELLE PORTER

Québec — Pas besoin de neige pour attirer les touristes dans le Nord! À l'heure des changements climatiques, de plus en plus de villes misent plutôt sur des centres aquatiques intérieurs.

La vague est partie du Midwest américain à la fin des années 1980, et depuis elle gagne tout le pays. Dans les palmarès de destination aux États-Unis, on en parle comme de la meilleure façon de passer ses vacances d'hiver.

«Nos parcs aquatiques sont de véritables oasis dans une mer de neige», peut-on lire sur le site Web de l'immense complexe touristique de la ville de Wisconsin Dells. Située à proximité des grandes villes du Midwest comme Chicago, Minneapolis, St. Louis et Milwaukee, la petite ville de Wisconsin Dells compte à peine 5000 habitants, mais prétend accueillir chaque jour dix fois plus de touristes!

Piscines à vagues, centres de pratique de surf, glissades d'eau, sites de plongée intérieurs, les activités ne manquent pas. Dehors, on offre aussi toute la gamme des sports d'hiver, de la motoneige au ski de fond en passant par le patin.

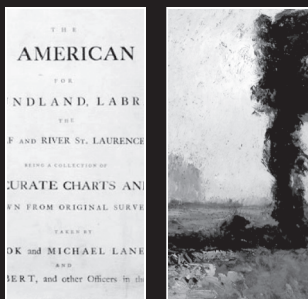
Le complexe cible particulièrement les jeunes familles et, dans le contexte économique actuel, ses forfaits à très bon marché ont tout pour plaire. L'an dernier, Trip Advisor l'a sacré champion des destinations familles aux États-Unis.

Selon Denis Brisebois, le milieu touristique voit dans ce genre de formule un bon plan B à offrir aux clients lors d'épisodes de redoux, par exemple. Dans le milieu touristique, le réchauffement climatique est pris très au sérieux. Le Carnaval de Québec s'est même associé cette année à la Fondation David Suzuki pour tenir un colloque sur la question. Le célèbre militant écologiste présentait d'ailleurs hier une conférence sur le sujet à l'Université Laval.

Dans la région de Québec, un centre aquatique intérieur est sur le point de démarrer au pied des pentes du mont Sainte-Anne. Piloté par la Ville de Beauport, le projet inclut aussi la construction des Congrès. Ses coûts sont estimés à un total de 60 millions de dollars.

Ce ne serait toutefois pas le premier. Dans une niche plus spécialisée et extrême, Laval a depuis décembre un centre aquatique de surf intérieur, le Maeva Surf. Construit dans un complexe commercial du centre-ville, le Maeva Surf offre à ses visiteurs des vagues propulsées à 40 kilomètres à l'heure. En Ontario, la ville de Niagara Falls s'est, elle aussi, dotée d'un centre aquatique intérieur.

Le Devoir



JOURNÉES D'ESTIMATIONS GRATUITES

SAMEDI 12 FÉVRIER

ET DIMANCHE

13 FÉVRIER 2011,

de midi à 17h00.

À L'HÔTEL DES ENCANS AU 872 RUE DU COUVENT, MONTRÉAL

Nous sommes heureux d'annoncer que nos experts seront à votre disposition pour évaluer vos biens dans les domaines suivants :

- ART CANADIEN ET INTERNATIONAL
- Antiquités
- Mode, bijoux et objets de luxe
- Art décoratif du XX^{ème} siècle
- Art asiatique, indien, africain, d'Océanie et sud-américain
- Livres rares, parchemins et collectables
- Grands vins millésimés

VENDU

RIOPELLE, Jean-Paul, RCA (1923-2002) • 1 800 000\$
 SEREBRIAKOVA, Zinaïda Evguencievna (1884-1967). Pastels • 1 495 000\$
 SUZOR-CÔTÉ, Marc-Aurèle de Foy, R.C.A. (1869-1937) • 400 000\$
 MITCHEL, Joan (1926-1992) • 384 000\$
 LEMIEUX, Jean-Paul (1904-1990) • 230 000\$
 DALL, Salvador (1904-1989) • 288 000\$
 BOUCHER, François (1703-1770) • 200 000\$
 DALLAIRE, Jean-Philippe (1916-1965) • 193 000\$



DESPREZ, Louis Jean (1743-1804)



JACKSON, Alexander Young RCA (1882-1974)



VENTE TROUVAILLES Art, Antiquités, Art Asiatique, Objets d'Art, Design, Archéologie Méditerranéenne



Livres rares, cartes anciennes, armes et collectables

VENTES AUX ENCHÈRES

À L'HÔTEL DES ENCANS AU 872 RUE DU COUVENT, MONTRÉAL

MARDI 8 FÉVRIER 2011 À 19H30

Bijoux, Oeuvres d'Art, Antiquités, Objets d'Art, Art Décoratif du XX^{ème} siècle

MERCREDI 9 FÉVRIER 2011 À 18H30

Livres rares, cartes anciennes, armes et collectables

MERCREDI 9 FÉVRIER 2011 À 19H30

VENTE TROUVAILLES (Antiquités, Art Asiatique, Objets d'Art, Design, Archéologie Méditerranéenne)

EXPOSITION

Du vendredi 4 février aux jours des ventes, de midi à 17h00 au 872 rue du Couvent

Ces ventes aux enchères se feront simultanément sur place et EN DIRECT sur www.iegorg.net!

IEGOR

Plus d'informations sur www.iegorg.net

Tél. 1.514.344.4081 • 872 rue du Couvent • H4C 2R6 MONTRÉAL

LES PRIX DU QUÉBEC
culture • sciencewww.prixduquebec.gouv.qc.ca

2011

PÉRIODE DE
MISE en
CANDIDATURENOUVEAU
Prix Guy-Mauffette
en radio et en télévision

Date limite | 8 avril

Québec

ACTUALITÉS

SUPER BOWL

SUITE DE LA PAGE 1

famille, mais ce sont toujours les Rooney qui contrôlent l'équipe, et les Steelers ont la réputation d'être l'une des organisations qui traitent le mieux leurs entraîneurs et leurs joueurs.

Les Packers dominent la NFL avec 12 championnats dans leur histoire. Les Steelers comptent le plus de conquêtes du Super Bowl avec six.

Des supporters partout

Les deux équipes peuvent aussi se targuer de figurer parmi celles qui possèdent le plus grand nombre de supporters hors de leur région d'appartenance. Cela peut s'expliquer ainsi: les Packers avaient déjà connu beaucoup de succès dans les années 1930, mais ils sont revenus à l'avant-plan alors que le football professionnel enregistrerait une croissance marquée, allant jusqu'à dépasser en popularité le baseball aux États-Unis, grâce notamment à une collaboration étroite avec la télévision. Green Bay a été couronné cinq fois dans les années 1960 sous les ordres du grand Vince Lombardi, et le trophée remis aux champions du Super Bowl porte son légendaire nom.

Les Steelers, pour leur part, ont mis 40 ans à s'imposer, mais quand ils l'ont fait, ce fut du sérieux. L'entraîneur-chef Chuck Noll, arrivé en 1969, avait décidé de bâtir l'équipe avec des choix au repêchage et il n'a pas raté son coup. Sa puissante formation, menée par les Terry Bradshaw, Franco Harris, Lynn Swann, «Mean» Joe Greene et Jack Lambert, devait survoler les années 1970 et remporter quatre matchs du Super Bowl en six ans. De quoi se faire des légions de fans.

Et les Packers ont une autre raison de se faire aimer. Représentant une ville d'à peine 100 000 habitants, ils constituent une aberration dans le paysage sportif nord-américain. S'ils ont pu survivre au fil du temps, ils peuvent remercier le système «socialiste» mis en place il y a une cinquantaine d'années par le commissaire de la NFL, Pete Rozelle, qui prévoit un partage intégral des revenus de la ligue. Plusieurs amateurs aiment bien appuyer un petit qui peut tenir tête aux grands...

Alors que le dernier titre des Packers remonte à 1997, les Steelers pourront prétendre au statut de «quasi-dynastie» s'ils gagnent demain. Il s'agirait de leur troisième championnat en six ans, étant sortis vainqueurs au terme des saisons 2005 et 2008.

Du modernisme

Mais si le match a son poids historique — bien qu'agés respectivement de 91 et 77 ans, les deux clubs, rappels que le football professionnel a grandi dans les villes industrielles du Midwest, ne se sont jamais rencontrés en éliminatoires — et s'il est vrai que Packers et Steelers pratiquent un style de jeu «à l'ancienne», axé sur la défense, le cadre où il sera présenté est, lui, radicalement moderne. Le Cowboys Stadium d'Arlington, situé près de Dallas et dont les gradins pourraient accueillir tous les résidents de Green Bay (!), a été inauguré en 2009. Coût de la construction: 1,3 milliard. Un toit rétractable (duquel est tombée de la glace hier, blessant six personnes) et le plus gigantesque tableau indicateur de l'univers connu. Le propriétaire des Cowboys, le flamboyant Jerry Jones, espérait bien que son équipe deviendrait la première de l'histoire à disputer un Super Bowl à la maison, mais les Boys se sont lamentablement écroulés cette saison.

Contexte très moderne aussi. Ce match pourrait être le dernier avant un bon bout de temps, puisque la convention collective liant propriétaires et joueurs vient à échéance le mois prochain et qu'il n'y a aucun règlement en vue, loin de là. La perspective d'un lock-out menace sérieusement la campagne 2011.

Les Packers ont dû remporter trois matchs à l'étranger en éliminatoires pour accéder au Super Bowl XLV, les Steelers deux à domicile. Alors, Tomlin ou McCarthy? LeBeau ou Capers, les deux génies de la défense 3-4? Roethlisberger ou Rodgers? Harrison ou Matthews? On devrait avoir droit à une sacrée bataille sur le terrain. *One for the ages*, comme ils disent là-bas. Avant l'autre, à la table de négociation.

Le Devoir

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans notre texte intitulé «Le NPD recrute la syndicaliste Nycôle Turmel» et publié le 3 février 2011. Nous avons écrit que le NPD avait récolté 7 millions de dollars en 2009. Ce montant incluait les prêts touchés. Les contributions des militants totalisaient plutôt 4 millions de dollars. Ce qui signifie que son financement a légèrement augmenté en 2010 de 300 000 \$ et non diminué, comme nous l'écrivions, de 3 millions de dollars. Une erreur identique nous a fait écrire à tort que le Parti libéral avait récolté 12,6 millions de dollars en 2009, alors qu'il avait plutôt amassé 9 millions de dollars. Son financement est passé à 6,6 millions de dollars en 2010. Par ailleurs, les lecteurs auront compris que le dernier paragraphe de ce même texte, indiquant que, «pour avoir force de loi, S-6 doit encore retourner au Sénat», provenait d'un autre texte publié ailleurs dans la même page. Une erreur de formatage l'a fait migrer à cet endroit. Nos excuses.

RÉGIONS

SUITE DE LA PAGE 1

migrants issus de la tranche d'âge des 50-64 ans, mais également de celle des 30-34 ans, dont plusieurs avec enfants, peut-on lire.

«La situation des régions éloignées évolue généralement de façon encourageante», écrivent les statisticiens de l'ISQ dans ce rapport sur les migrations interrégionales, tout en précisant que d'autres régions semblent avancer dans la même direction que la Gaspésie. En effet, l'an dernier, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec ont certes affichés des soldes migratoires négatifs, précise l'institut, mais ce «sont les moins négatifs des dix dernières années», poursuivent-ils.

«Ce portrait n'est pas unique au Québec, indique Mme Bolduc. Dans tous les pays occidentaux, les régions qui se sont dépeuplées au profit des grands centres tendent désormais à se repeupler. C'est en partie en raison des baby-boomers qui y retournent pour amorcer leur retraite, mais il n'y a pas que ça, les jeunes aussi s'y retrouvent.»

L'an dernier, un sondage commandé par Solidarité rurale indiquait que plus de 700 000 adultes en zone urbaine au Québec envisageaient désormais de s'installer dans un milieu rural, dont près de la moitié dans un avenir proche de cinq ans. La tranquillité de la campagne, le rapprochement de la nature et la fuite du stress de la ville en étaient les principales raisons invoquées.

«Les gens ont retrouvé de la fierté dans les régions et ont désormais foi en leur milieu», ajoute Mme Bolduc, qui croit que l'apparition de nouveaux leaders régionaux inspirants est certainement à l'origine de ce changement de cap. «Ces données montrent aussi que le travail des dernières années pour enrayer l'exode des régions commence à donner des résultats.»

Les couronnes ont la cote

Ailleurs au Québec, ce sont les régions adjacentes à Montréal qui ont le plus profité de la migration interrégionale, indique l'ISQ. Ainsi, avec des taux nets variant de 0,5 à 1 %, la Montérégie,

les Laurentides, Lanaudière et Laval ont fini l'année 2009-2010 avec plus d'habitants qu'elles en ont perdu. «Laval obtient même son meilleur taux net de migration depuis 10 ans», peut-on lire dans le rapport. Quant à la Montérégie, elle s'illustre avec le plus grand gain d'habitants en valeur absolue, ayant gardé 6500 personnes, soit deux fois plus qu'à Laval.

Pour sa part, Montréal s'est sorti avec un solde une nouvelle fois négatif — après une pause positive en 2008-2009 — qui s'accompagne d'une perte nette de 23 640 citoyens, révèle l'ISQ.

Dans les zones dites intermédiaires, la région de la Capitale-Nationale et l'Outaouais ont également profité des déplacements de population en affichant toutes des soldes migratoires positifs, mais avec des taux qui ont «légèrement fléchi», peut-on lire. Taux également «surpassés par celui du Centre-du-Québec». Enfin, la Mauricie, l'Estrie et Chaudière-Appalaches font de «légers gains», variant de 353 à 754 habitants, ajoutent les statisticiens.

Le Devoir

ÉGYPTE

SUITE DE LA PAGE 1

le point de gagner, faut-il préciser. Exactement comme ça s'était passé pour Ben Ali et la Tunisie.

La chose vaut pour les Européens comme pour les Américains. Lundi, les ministres des Affaires étrangères du Vieux Continent avaient lancé ce genre d'appels, sans aller jusqu'à réclamer le départ du président égyptien. Certains d'entre eux ont fait leur mea-culpa pour avoir longtemps privilégié la stabilité et l'intérêt économique au détriment de la démocratie.

Aveuglement

Même si les autocrates visés par des révolutions populaires ont reçu beaucoup d'argent des États-Unis, Washington n'a apparemment rien vu venir. L'aveuglement en ce qui concerne l'Égypte est particulièrement surprenant. Le régime d'Hosni Moubarak reçoit annuellement 1,7 milliard de dollars des États-Unis, surtout sous forme d'aide militaire, ce qui en fait le principal bénéficiaire dans la région après Israël.

Le 25 janvier, au début des grandes manifestations en Égypte, la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, affirmait que le régime d'Hosni Moubarak était «stable». Le surlendemain, le vice-président, Joseph Biden, refusait de traiter le président égyptien de dictateur et disait ne pas trop comprendre ce que les protestataires voulaient. Dimanche, Hillary Clinton s'est contentée de demander une «transition pacifique et ordonnée vers un régime démocratique».

Il a fallu attendre jusqu'à mercredi pour que les États-Unis, par la voix du président, commencent à sermonner un peu le rais égyptien, lui enjoignant d'amorcer la transition «maintenant». Et encore, le discours de Barack Obama est resté plutôt mou ce soir-là. La Maison-Blanche a haussé le ton le lendemain, après que des fiers-à-bras du régime eurent attaqué les manifestants au Caire.

Le *New York Times* nous a appris jeudi que Washington discutait avec le nouveau vice-président et avec certains militaires d'un plan prévoyant le départ hâtif de Moubarak, qui veut s'accrocher à son poste jusqu'en septembre. Le gouvernement américain s'efforce également de persuader le nouveau conseil des ministres d'in-

«Ce qui arrive dans la région défie les prévisions de tous les experts. On ne s'attendait surtout pas à ce que le régime tunisien, qui était l'archétype de l'État policier achevé, soit le premier à tomber.»

viter des représentants de la société civile, y compris des Frères musulmans, à rédiger de nouvelles lois électorales.

Malgré leurs agences de renseignement, mises sur la sellette cette semaine, et leurs experts en politique étrangère, on a l'impression que les États-Unis n'arrivent plus à prévoir les soubresauts à l'étranger et à les influencer. «Plusieurs personnes au gouvernement vous diront que les événements actuels constituent le résultat positif de leur politique, mais il est clair que ce qui arrive aujourd'hui n'a rien à voir avec ce qu'ils prévoyaient», commente Dina Guirguis, chercheuse au Washington Institute for Near East Policy.

«Ce qui arrive dans la région défie les prévisions de tous les experts. On ne s'attendait surtout pas à ce que le régime tunisien, qui était l'archétype de l'État policier achevé, soit le premier à tomber», ajoute cette Américaine d'origine égyptienne.

Ambivalence à l'égard du monde arabe

Les commentateurs américains multiplient ces jours-ci les analyses sur la crise en Égypte. Certains concluent à l'absence d'une véritable politique américaine dans la région. D'autres



GORAN TOMASEVIC REUTERS

Un opposant au président Hosni Moubarak agite son soulier, un signe de mépris, peu après la prière du vendredi sur la place Tahrir.

soulignent l'ambivalence des États-Unis à l'égard du monde arabe et de la possibilité d'y voir émerger une véritable démocratie. Parmi les concepteurs de la politique étrangère américaine, on trouve d'un côté les tenants de la stabilité, qui privilégient la lutte antiterroriste, la sécurité d'Israël, la libre circulation dans le canal de Suez et le maintien d'un front arabe contre l'Iran; de l'autre, les tenants de la démocratisation du monde arabe.

À Washington, les deux séries d'impératifs sont perçues comme incompatibles, comme si on présuait que des élections libres mèneraient nécessairement à des gouvernements antiaméricains. Les régimes autoritaires sont par conséquent soutenus, ce qui alimente le ressentiment contre les États-Unis et referme le cercle vicieux.

Il est vrai que George W. Bush avait parlé d'un «ordre du jour pour la liberté» qui devait servir à démocratiser le grand Moyen-Orient. Cette politique a donné certains résultats, notamment au chapitre de la liberté de presse. Néanmoins, la pièce maîtresse de ce projet aura été le renversement de Saddam Hussein, au prix de centaines de milliers de morts et d'une certaine perte de prestige pour les démocraties occidentales. De toute façon, on n'en a plus entendu parler après la victoire du Hamas en Palestine.

Dans son célèbre discours du Caire prononcé en juin 2009, Barack Obama, soucieux de rompre avec le style de son prédécesseur, a promis de soutenir les gouvernements qui reflètent la volonté populaire et de s'engager dans le processus de paix israélo-arabe. Il a peu de succès à revendiquer dans ces deux dossiers.

Un chapitre sombre

Pour occuper le poste de vice-président, rétabli après avoir été aboli il y a trente ans, Hosni Moubarak a choisi Omar Souleïman, le chef des services de renseignement, tristement célèbres pour leur pratique de la torture. Un des chapitres les plus sombres des relations récentes entre les États-Unis et l'Égypte concerne les «extraordinary renditions», soit l'enlèvement et le transfert de suspects vers des pays pratiquant la torture, sous la présidence de George W. Bush. Les victimes les plus connues de cette pratique furent notre compatriote Maher Arar, maltraité dans les geôles syriennes, et Osama Mustafa Hassan Nasr, enlevé à Milan par des agents de la CIA, que la justice italienne a par la suite jugés par contumace, et transféré en Égypte. Barack Obama a heureusement aboli cette pratique dès son entrée en fonction, il y a deux ans.

Le rapport 2009 du département d'État sur le respect des droits humains dans le monde dénonçait les atrocités commises dans les prisons égyptiennes. Plusieurs câblogrammes américains révélés par le site WikiLeaks vont dans le même sens. Un de ces documents raconte que, pressé de questions par un diplomate américain, le ministre de l'Intérieur égyptien a tout simplement nié les mauvais traitements infligés aux prisonniers et qualifié de «communistes» et d'«extrémistes» les militants défendant les droits de la personne.

Si les États-Unis et l'Union européenne n'ont pas exactement joué un rôle proactif dans la chaîne des événements qui secouent l'Égypte, la Ligue arabe, qui regroupe essentiellement des émules du rais égyptien et des monarques d'un autre âge, s'est contentée de quelques appels au dialogue.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390